

Insee Dossier

Corse



N° 8

Décembre 2017

La Corse en bref

Edition 2017



Cette publication a été réalisée grâce à la contribution des organismes suivants : Sgac, Direccte, Dreal, Draaf, Rectorat, GIP Corse Compétences. Nous les remercions vivement de cette précieuse collaboration au service de l'information du public.

Sommaire

Territoire - Environnement	4
Population - Conditions de vie	10
Economie générale - Appareil productif	20
Emploi - Marché du travail - Revenus	25
Secteurs d'activité	33
Définitions	44

Directeur de la publication

Olivier Léna

Rédactrice en chef

Angela Tirroloni

Rédacteurs

Claude Albertini (SRISE)
Georges Winterstein (Dreal)
Joseph Dornbusch (Dreal)
Bruno Battesti (Dreal-ORTC)
Arnaud Huyssen (Direccte)
Céline Maïsani (Direccte)
Jean Christophe Olivi (Rectorat de Corse)
Roxanne Hasselbein (GIP)
Michel Akiki (Insee)
Antonin Bretel (Insee)
Arnaud Luciani (Insee)
Eliane Pardinielli (Insee)

Maquette

Claudine Lavergne

Imprimeur

Agence Elixir, Besançon

Contact presse

Courriel : Communication-corse@insee.fr

© Insee 2017

Retrouvez-nous sur www.insee.fr

Avant-Propos

Par le recueil d'informations simples et lisibles, mobilisant les données les plus récentes, cette publication vise à favoriser la connaissance objective de l'environnement socio-économique de la Corse. Elle est le fruit d'une collaboration entre l'INSEE, les services régionaux de l'État (notamment le SGAC, la DIRECCTE, la DREAL et la DRAAF), le GIP Corse Compétences (OREF) et le Rectorat de l'Académie de Corse.

Elle s'adresse à un public d'institutionnels mais également à un public plus large, soucieux de mieux connaître et appréhender les spécificités économiques et sociales de notre région dans le contexte national. Sa lecture pourra ainsi être éclairante tant pour les acteurs publics que privés, ainsi qu'à la société civile.

L'édition 2017 reprend le format élargi initié en 2015 tout en intégrant des commentaires par grands thèmes dans le cadre de la ligne éditoriale des Dossiers de l'Insee Corse. Elle offre un panorama le plus complet possible des thématiques à l'échelle régionale. Celles relatives à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, la fréquentation touristique et les transports demeurent au cœur de la publication, mais aussi des données qui portent sur le territoire, l'environnement, le logement ainsi que des informations concernant l'industrie, l'énergie, la construction, le commerce, les services, l'agriculture, la santé, l'enseignement et la formation professionnelle.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

Bernard SCHMELTZ

Préfet de Corse
Préfet de Corse-du-Sud

Géraldine BOFILL

Directrice régionale
de la Direccte de Corse

Olivier LÉNA

Directeur régional
de l'Insee de Corse

Une « montagne dans la mer »

Située au cœur du golfe de Gènes, la Corse s'étend sur une superficie de 8 680 km². Elle se caractérise par un relief montagneux et un littoral très découpé. C'est la troisième île de méditerranée en superficie derrière la Sicile et la Sardaigne. Avec 37 habitants au km², c'est la moins densément peuplée (Les îles Baléares ont la plus forte densité : 224 habitants par km²). Sa densité de population la situe aussi parmi les départements français les moins denses (moyenne française de 104 habitants/km²).

En 2014, 324 200 personnes résident en Corse, soit un Français sur 200, alors qu'un Espagnol sur quarante vit aux Baléares et un Italien sur douze en Sicile.

De nouvelles intercommunalités en 2017

La population insulaire est largement concentrée sur le littoral, et en particulier dans les grandes villes et leur périphérie. Les dix communes les plus peuplées regroupent 167 300 habitants en 2014, soit 52 % de la population totale de l'île. Neuf sur dix d'entre elles sont sur le littoral, et huit sur dix se situent en Haute-Corse.

Suite à l'adoption et la mise en place de la loi NOTRe, l'intercommunalité a été renforcée, ses fonctions et responsabilités étendues. Certaines intercommunalités ont été regroupées, leur nombre a donc diminué. L'intercommunalité concerne la totalité de la population corse.

Au 1^{er} janvier 2017, la région compte 2 communautés d'agglomération : les communautés d'agglomération du Pays Ajaccien et de Bastia qui abritent à elles seules 43 % des habitants de l'île.

A côté, 17 communautés de communes se répartissent sur le reste du territoire insulaire (6 en Corse-du-Sud et 11 en Haute-Corse). La plus vaste d'entre elles, l'Ouest Corse (917 km²), située en Corse-du-Sud (33 communes dont Vico), est l'une des moins peuplées avec 8 habitants au km². La moins étendue et la plus densément peuplée est la Marana Golo : 167 km² et 136 habitants/km². Elle se situe en Haute-Corse (10 communes dont Borgo).

Création du parc naturel marin du Cap Corse

La Corse offre toute une gamme de milieux contrastés avec une faune riche et une flore rare et diversifiée. De nombreux dispositifs permettent la préservation de ce patrimoine naturel.

Dans ce contexte, le Parc naturel marin du Cap Corse et de l'Agriate a été créé par décret le 15 juillet 2016. Ce huitième parc naturel marin français, de 683 000 hectares, est le plus vaste de métropole.

La Corse possède en outre six réserves naturelles sur des sites présentant des valeurs biologiques remarquables : l'étang de Biguglia, Scandola (figurant également au patrimoine mondial de l'Unesco), les îles Cerbicale et Finocchiarola, les bouches de Bonifacio (dont les îles Lavezzi) et les Tre Padule de Suartone. Elles s'étendent sur une superficie globale de 84 000 hectares. Leur partie marine, de 80 550 ha, représente près de 78 % de celle des réserves métropolitaines. Les réserves naturelles sont un élément essentiel des politiques de préservation de la biodiversité.

De nombreux autres sites classés ou inscrits bénéficient d'une protection visant à maintenir leur aspect visuel et leurs valeurs historiques ou scientifiques.

Afin d'associer protection du patrimoine et développement local, le Parc naturel régional de Corse, créé en 1972, recouvre les quatre dixièmes du territoire insulaire et associe 145 communes des deux départements.

L'acquisition d'espaces naturels constitue également un instrument efficace pour assurer leur conservation. C'est le rôle du Conservatoire du littoral qui possède aujourd'hui une soixantaine de sites en Corse, représentant environ 17 000 hectares.

La Corse en Méditerranée

Îles de Méditerranée*



*Seules sont mentionnées les îles appartenant à un Etat européen

Indicateurs démographiques des îles méditerranéennes et de leur pays en 2014

	Population nombre	Part dans la population du pays %	Part des moins de 15 ans %	Part des 65 ans ou plus %	Superficie totale* km ²	Densité de population** hab/km ²
France entière (+ dom)	65 907 160	100,0	18,6	18,0	632 834	104
Corse	324 212	0,5	15,5	21,2	8 680	37
Italie	60 782 668	100,0	13,9	21,2	301 336	202
Sicile	5 094 937	8,4	14,6	19,5	25 711	198
Sardaigne	1 663 859	2,7	12,1	21,0	24 090	69
Espagne	46 512 199	100,0	15,2	18,1	505 991	92
Baléares	1 115 841	2,4	15,5	14,9	4 992	224
Grèce	10 926 807	100,0	14,6	20,4	131 957	83
Crète	630 889	5,8	16,7	18,2	8 336	76
Îles Ioniennes	207 664	1,9	14,5	21,6	2 307	90
Nord Egée	198 581	1,8	14,5	22,8	3 836	52
Sud Egée	334 802	3,1	17,1	16,4	5 286	63

*Surface totale incluant les eaux intérieures comme les lacs ou les fleuves

**Pour le calcul de la densité de la population, on utilise le concept de superficie terrestre (excluant la superficie des eaux intérieures) partout où il est disponible

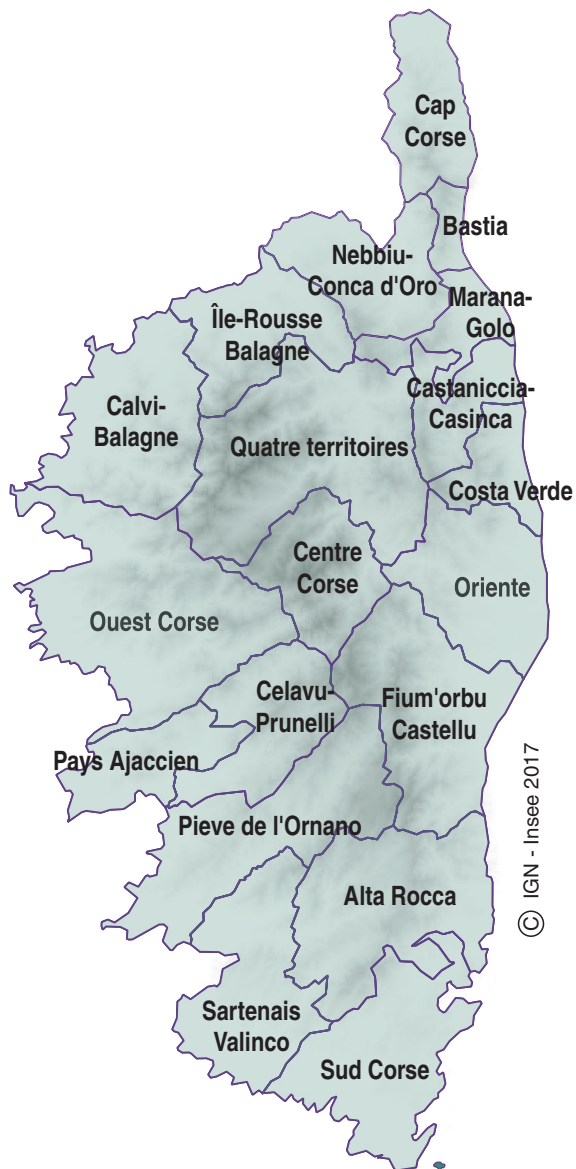
Source : Eurostat

324 212 habitants
en Corse en 2014

37 habitants au km²
densité de population
la plus faible des îles

Territoire

Les nouvelles intercommunalités



Source : Insee

917 km²
Superficie de la
communauté de communes
Ouest Corse

68 km²
Superficie de la
communauté d'agglô
de Bastia

Territoire

Les dix communes les plus peuplées de la région au 1^{er} janvier 2014

Par ordre décroissant de population	Population au 1 ^{er} janvier 2014	Part dans la population régionale (en %)
Ajaccio	68 582	21,2
Bastia	43 331	13,4
Porto-Vecchio	11 625	3,6
Borgo	8 244	2,5
Biguglia	7 883	2,4
Corte	7 355	2,3
Furiani	5 782	1,8
Calvi	5 330	1,6
Lucciana	5 136	1,6
Ghisonaccia	4 049	1,2

Source : Insee, Recensement de la population 2014 - Populations légales

Les nouvelles intercommunalités

	Nombre de communes	Population 2014 nombre	Evolution de la population entre 2009 et 2014 (%)	Surface km ²	Densité hab/km ²
Corse-du-Sud	124	151 652	7,3	4 015	38
Pays Ajaccien	10	83 756	7,3	269	311
Sud Corse	7	20 312	8,6	584	35
Pieve de l'Ornano	28	11 816	6,8	657	18
Sartenais Valinco	18	11 400	7,2	526	22
Alta Rocca	18	8 447	5,8	680	12
Celavu- Prunelli	10	8 328	10,4	382	22
Ouest Corse	33	7 593	3,0	917	8
Haute Corse	236	172 560	5,0	4 666	37
Bastia	5	57 306	1,2	68	843
Marana Golo	10	22 639	13,8	167	136
Fiumorbu	13	12 714	6,8	636	20
Castagnicia-Casinca	42	12 116	6,7	233	52
Calvi-Balagne	14	11 718	2,1	562	21
Île-Rousse Balagne	22	10 561	6,4	390	27
Centre Corse	10	9 729	6,1	362	27
Costa Verde	23	9 675	8,1	185	52
Nebbiu-Conca d'Oro	15	6 935	5,8	387	18
Cap Corse	18	6 800	6,0	306	22
Quatre territoires	42	6 278	-0,1	904	7
Oriente	22	6 089	5,5	466	13

Source : Insee, Recensement de la population 2014

**Ajaccio, Bastia,
Porto-Vecchio**
3 principales communes

19
nombre
d'intercommunalités
au 1^{er} janvier 2017

Situation géographique

-  Aéroport
-  Port
-  Chemin de fer
-  Route nationale
-  Route département



© Insee - IGN

4 aéroports
7 ports

1 000 km
de côtes

Espaces naturels

Réserves et parcs naturels

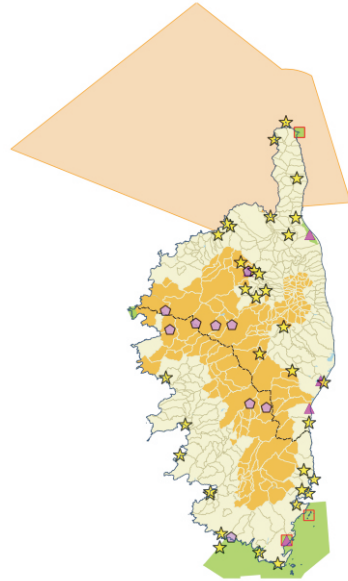
Protections réglementaire

Réserves naturelles de Corse

- plus de 1 500 ha
- moins de 1 500 ha
- Arrêtés de protection de biotope
- Réserves biologiques

Protections contractuelles

- Espace naturel Ramsar
- Parc Naturel Régional de Corse
- Parc naturel Marin du Cap Corse et de l'Agriate



NB : liste non exhaustive des dispositifs de protection

Sources : MEEM (CGDD/SDES), MNHN

Dispositifs de protection des espaces naturels au 31 décembre 2016 (non exhaustif)

	Corse			France		
	nombre	Superficie terrestre ha	Part du territoire %	nombre	Superficie terrestre ha	Part du territoire %
Mesures de protection réglementaires nationales						
Réserves naturelles nationales et de Corse	6	3 213	0,4	157	156 504	0,3
Réserves naturelles régionales	0	0	0,0	134	32 757	0,1
Réserves biologiques domaniales et forestières	8	1 689	0,2	235	42 603	0,1
Espaces protégés par des arrêtés de biotope	29	485	0,1	808	158 251	0,3
Parcs nationaux (Coeurs de parc)	0	0	0,0	7	363 283	0,7
Parcs naturels régionaux (1)	1	371 468	42,8	49	8 093 548	14,9
Mesures de protection contractuelles européennes ou internationales						
Zones Natura 2000 (2)		134 554	15,5		6 997 035	12,9
Sites d'intérêt communautaire (SIC), Directive « Habitats »	67	114 471	13,2	1 364	4 765 130	8,8
Zones de protection spéciale (ZPS), Directive « Oiseaux »	21	54 032	6,2	392	4 380 477	8,1
Sites Ramsar	5	3 027	0,3	32	697 943	1,3

(1) : les PNR font l'objet d'une protection contractuelle.

(2) : Natura 2000 comprend l'ensemble des ZPS et des SIC sans double compte. Les ZPS et les SIC peuvent en effet se chevaucher.

(3) : Consulter la liste des espaces protégés sur

Sources : MEEM (CGDD/SDES), MNHN

Le PNRC représente
43 %
de la surface de la Corse

Scandola créée en 1975,
première réserve
naturelle corse

Population - Conditions de vie

Forte croissance démographique depuis 2009

Au 1^{er} janvier 2014, la Corse compte 324 212 habitants. Depuis 2009, la population insulaire progresse en moyenne de 1,2 % par an, soit une hausse deux fois supérieure au taux national. Ce dynamisme démographique provient uniquement de l'excédent migratoire, le solde naturel étant négatif depuis 2013. Au sein même de la région, les communes en forte croissance sont situées en périphérie des grandes villes (Ajaccio, Bastia) et le long du littoral.

Une population vieillissante

La Corse est une région âgée : trois résidents sur dix ont 60 ans ou plus et un sur dix a plus de 75 ans. Sous les effets conjugués de l'arrivée des baby-boomers aux âges élevés et de l'allongement de l'espérance de vie, la population est vieillissante. Ainsi, à l'horizon 2050, deux insulaires sur dix seraient âgés de plus de 75 ans.

En 2014, 141 300 ménages résident sur l'île. Les familles monoparentales sont plus fréquentes qu'au niveau national à l'inverse des personnes vivant seules.

La population est peu diplômée : 36,5 % des personnes de plus de 15 ans non scolarisées ont au plus le brevet des collèges, elles sont 31 % en moyenne nationale. En outre, 22 % des résidents disposent d'un diplôme supérieur au baccalauréat contre 28 % en France. La faible part des diplômés du supérieur reflète en partie la sous-représentation des cadres sur l'île. Cette catégorie professionnelle est deux fois moins présente que sur le continent.

De nombreuses résidences secondaires, peu de logements sociaux

Au 1^{er} janvier 2014, 238 310 logements sont recensés en Corse. L'île se caractérise par le poids important des résidences secondaires : 37 % du parc, soit 4 fois plus qu'au niveau national. Ce taux place les deux départements de l'île en tête du classement français juste après les Hautes-Alpes (44 %). Dans la région, 55 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale, soit une part plus faible qu'en France (58 %). Les locataires occupant un logement HLM sont aussi moins fréquents, en lien avec la faible offre en logement social. En effet, avec 13 660 logements au 1^{er} janvier 2016, le parc locatif social insulaire dispose de 413 logements pour 100 000 habitants contre 739 en métropole.

136 communes dotées d'écoles

La région comprend 254 écoles réparties dans 136 communes et 47 collèges et lycées implantés dans 22 communes. Ces établissements accueillent 48 000 élèves durant l'année scolaire 2016-2017. L'Université de Corse compte 4 000 étudiants en 2015-2016. La moitié d'entre eux suit des études longues, en filière littéraire ou scientifique.

En 2015-2016, 1 240 demandeurs d'emploi sont accueillis dans le cadre du programme régional de la formation professionnelle (PRFP) financé par la Collectivité territoriale de Corse. Les domaines de l'hôtellerie-restauration et du support aux entreprises présentent les effectifs les plus élevés.

La région sous-équipée pour l'accueil des personnes âgées

En Corse, l'équipement des établissements de santé par habitant est en deçà du niveau national dans les disciplines de médecine, chirurgie et gynécologie-obstétrique. Parallèlement, avec 61 place pour 1 000 personnes de 75 ans ou plus, l'offre d'accueil en établissement pour personnes âgées est deux fois plus faible qu'en moyenne métropolitaine. Les services de soins à domicile pour les seniors sont aussi moins développés dans la région mais l'écart avec la métropole est moins important.

En revanche, l'île est généralement bien dotée en personnels de santé. Rapportée à sa population, elle compte notamment autant de généralistes libéraux que sur le continent et trois fois plus d'infirmiers libéraux.

Démographie

Population - Etat civil

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Populations légales au 1 ^{er} janvier 2014	151 652	172 560	324 212	64 027 958
Naissances domiciliées en 2015	1 336	1 530	2 866	758 344
Décès domiciliés en 2015	1 471	1 635	3 106	579 464
Taux de natalité en 2015 (‰)	8,7	8,8	8,7	11,8
Indicateur conjoncturel de fécondité en 2015	1,4	1,4	1,4	1,9
Taux de mortalité en 2015 (‰)	9,5	9,4	9,4	9,0
Espérance de vie à la naissance des hommes en 2015 (ans)	79,7	79,6	79,6	79,0
Espérance de vie à la naissance des femmes en 2015 (ans)	85,2	85,9	85,6	85,1
Estimations de population au 1 ^{er} janvier 2016 (p)	155 361	174 993	330 354	64 604 599

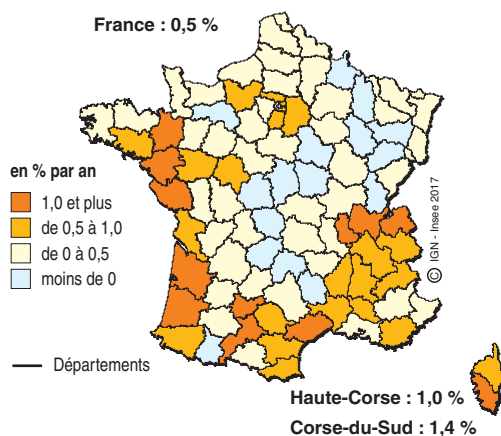
Source : Insee, Estimations localisées de population, Recensement de la population 2014 - Exploitation principale - Etat civil

Evolution de la population

Evolution de la population de 2009 à 2014

	Population aux recensements		Variation totale de population	Taux de variation annuel moyen (en %)		
	2009	2014		total	dû au solde naturel	dû au solde migratoire
Corse-du-Sud	141 330	151 652	10 322	1,4	0,0	1,4
Haute-Corse	164 344	172 560	8 216	1,0	0,0	1,0
Corse	305 674	324 212	18 538	1,2	0,0	1,2
France	62 465 709	64 027 958	1 562 249	0,5	0,4	0,1

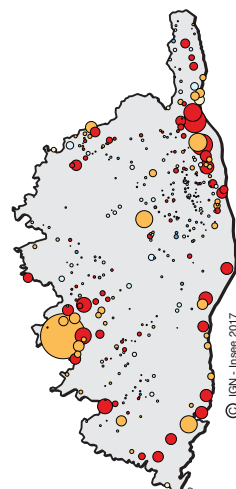
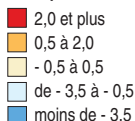
Source : Insee, Recensements de la population 2009 et 2014



Variation globale



en % par an



Source : Insee, Recensements de la population - populations légales 2014 et 2009

8,7 ‰
Taux de natalité
en 2015

+1,2 %
Evolution annuelle
de la population
entre 2009 et 2014

Population

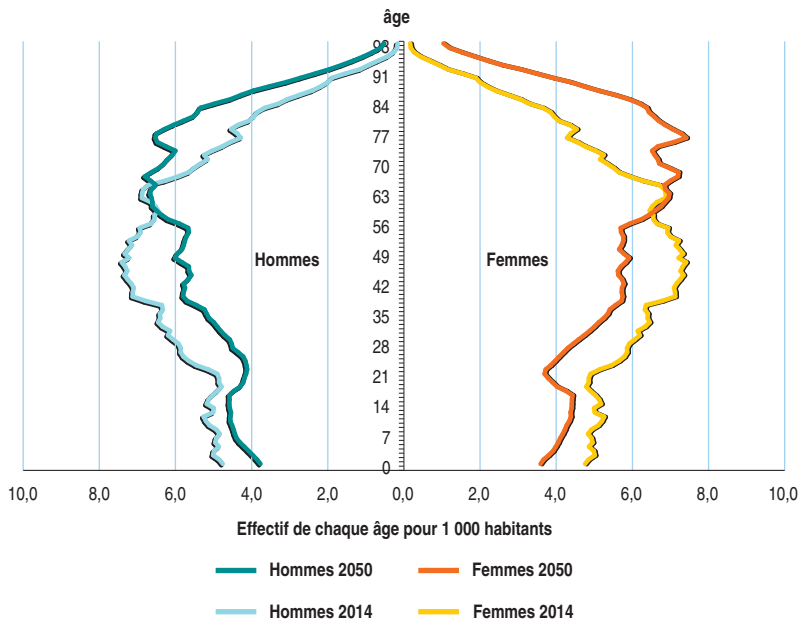
Âge de la population

Répartition de la population par département selon l'âge au 1^{er} janvier 2014

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	Nombre	Nombre	Nombre	%	%
Moins de 15 ans	23 405	26 688	50 093	15,4	18,4
De 15 à 29 ans	23 766	28 432	52 198	16,1	18,6
De 30 à 44 ans	29 575	33 623	63 198	19,5	20,3
De 45 à 59 ans	31 980	35 619	67 599	20,9	20,2
De 60 à 74 ans	26 645	30 078	56 723	17,5	13,7
75 ans ou plus	16 281	18 120	34 401	10,6	8,8
Ensemble	151 652	172 560	324 212	100,0	100,0

Source : Insee, Recensement de la population 2014 - Exploitation principale

Pyramides des âges de la population en 2014 et 2050



Source : Insee, *Omphale 2017 scénario central*

31,5 %
de la population
a moins de 30 ans
en 2014

28 %
de la population
a 60 ans ou plus
en 2014

Population

Ménages

Ménages selon le mode de cohabitation en 2014

	Corse	France
Ensemble des ménages	141 347	28 044 370
Ménages d'une personne (%)	31,2	35,1
Homme seul (%)	13,7	15,0
Femme seule (%)	17,5	20,1
Ménages avec famille (%)	64,2	62,3
Couples sans enfant (%)	26,2	26,7
Couples avec enfant(s) (%)	26,4	26,6
Familles monoparentales (%)	11,6	9,0
Autres ménages (%)	4,6	2,6

11,6 %
de familles
monoparentales
dans les ménages
en 2014

36,5 %
des plus de 15 ans
titulaires
au plus du BEPC

Source : Insee, Recensement de la population 2014 - Exploitation complémentaire

Diplômes

Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2014

	Hommes	Femmes	Ensemble Corse	France
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	121 358	130 892	252 250	46 645 854
Part des titulaires (en %) :				
d'aucun diplôme ou au plus d'un BEPC ou du brevet des collèges	36,3	36,7	36,5	31,1
d'un CAP ou d'un BEP	22,9	16,7	19,7	24,3
d'un baccalauréat (général, technologique, professionnel)	20,5	22,5	21,5	16,8
d'un diplôme de l'enseignement supérieur	20,3	24,1	22,3	27,8

Source : Insee, Recensement de la population 2014 - Exploitation principale

Catégories socioprofessionnelles

Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2014

	Hommes	Femmes	Ensemble Corse	France
Ensemble	131 996	142 110	274 106	52 320 542
Part des (en %) :				
Agriculteurs exploitants	1,5	0,5	1,0	0,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	8,0	3,2	5,5	3,5
Cadres et professions intellectuelles supérieures	6,2	4,5	5,4	9,2
Professions intermédiaires	11,4	11,4	11,4	14,2
Employés	11,6	25,5	18,8	16,4
Ouvriers	20,1	2,4	10,8	12,8
Retraités	27,4	26,8	27,1	27,0
Autres personnes sans activité professionnelle	13,8	25,7	20,0	16,1

Source : Insee, Recensement de la population 2014 - Exploitation complémentaire

Parc des logements

Parc des logements selon le type en 2014

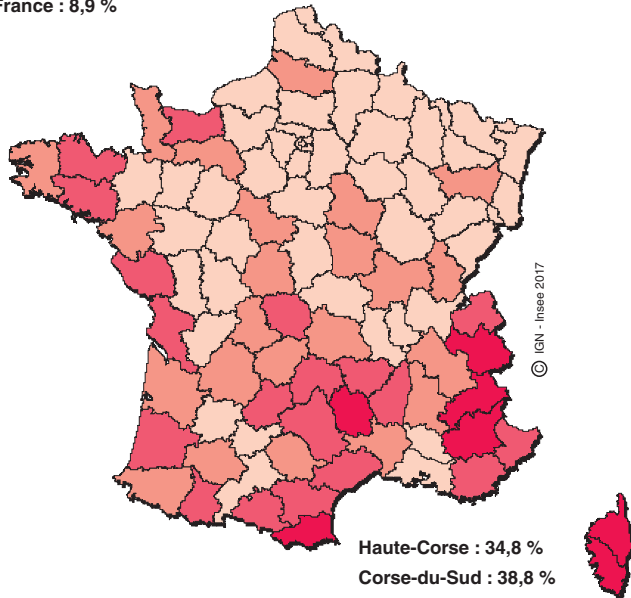
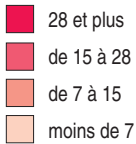
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	nombre	nombre	nombre	%	%
Résidences principales	64 971	76 386	141 357	59,3	82,7
Résidences secondaires	43 644	43 792	87 436	36,7	8,9
Logements occasionnels	253	433	686	0,3	0,6
Logements vacants	3 625	5 206	8 831	3,7	7,8
Total	112 493	125 817	238 310	100,0	100,0
dont maisons	57 336	62 269	119 605	50,2	55,7
dont appartements	54 152	61 845	115 997	48,7	43,3

Source: Insee, Recensement de la population 2014 - Exploitation principale

Part des résidences secondaires par département en 2014

France : 8,9 %

en %



Source: Insee, Recensement de la population 2014

238 310
logements
en 2014

37 %
de résidences secondaires
dans le parc de logements

Logements

Statut d'occupation des résidences principales en 2014

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en %
Propriétaire	55,4	53,9	54,6	57,7
Locataire	38,5	40,7	39,7	40,0
<i>dont d'un logement HLM loué vide</i>	8,0	8,9	8,4	14,7
Logé gratuitement	6,1	5,4	5,7	2,3

Source : Insee, Recensement de la population 2014 - Exploitation principale

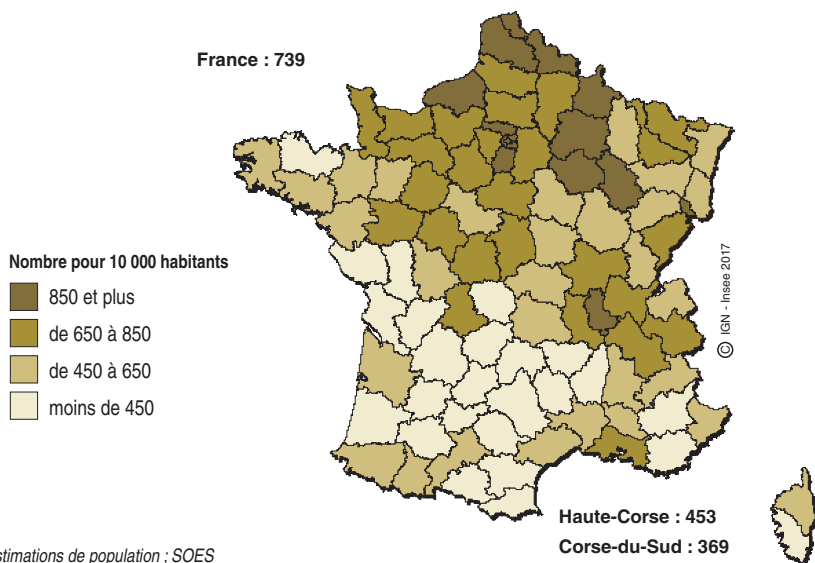
Logements sociaux

Répartition des logements locatifs sociaux par type en Corse au 1^{er} janvier 2016

	Collectifs	Individuels	Total	Répartition %	Nombre de logements mis en location au 1 ^{er} janvier 2016
Corse-du-Sud	5 202	525	5 727	41,9	232
Haute-Corse	7 149	781	7 930	58,1	110
Corse	12 351	1 306	13 657	100,0	342

Source : MEEM-MLHD / CGDD-SOeS - Enquête RPLS

Nombre de logements locatifs sociaux pour 10 000 habitants par département au 1^{er} janvier 2016



Source : Insee, Estimations de population ; SOES

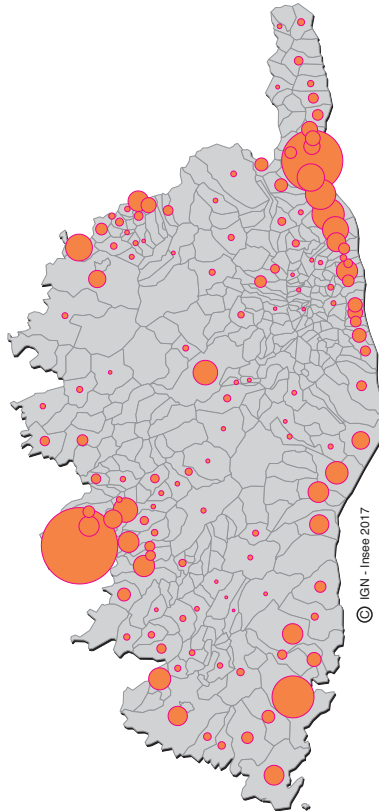
141 357
résidences principales
en 2014

413
logements sociaux
pour 10 000 habitants
en 2016

Education

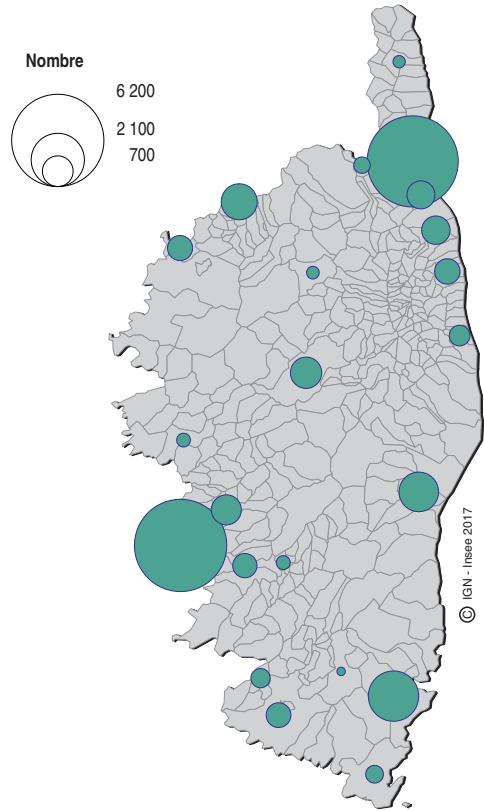
Effectifs des élèves du premier degré par commune

Année scolaire 2016/2017



Effectifs des élèves du second degré par commune

Année scolaire 2016/2017



Source : Rectorat de l'Académie de Corse.

25 980
élèves
dans le 1^{er} degré

22 160
élèves
dans le 2nd degré

Education

Etudiants de l'Université de Corse par filière et cursus

Année scolaire 2015-2016

Groupe disciplinaire	Licence	Master	Doctorat	Total	Répartition (en %)
Droit	442	128	16	586	14,6
Economie, AES	232	150	10	392	9,8
Lettres, sciences humaines	1 026	121	65	1 212	30,2
Sciences, STAPS	560	227	50	837	20,8
IUT Secondaire	148	0	0	148	3,7
IUT Tertiaire	295	0	0	295	7,3
Santé	198	30	0	228	5,7
École Supérieure du Professorat et de l'Éducation	0	317	0	317	7,9
Total	2 901	973	141	4 015	100,0

AES : Administration économique et sociale

STAPS : sciences et techniques des activités physiques et sportives

Source : Ministère de l'Éducation Nationale - Depp

Formation professionnelle

Formation professionnelle en direction des demandeurs d'emploi

	Nombre de bénéficiaires	Niveau préparé (en %)		
		Préparatoire	Niveau bac et infra-bac	Post-bac
Stagiaires du Programme Régional Formation Professionnelle (PRFP) 2015-2016 financés par la CTC				
Agriculture, espaces naturels et espaces verts, soins aux animaux	125	14	76	10
Construction, bâtiment et travaux publics	88	0	100	0
Hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et animation	198	0	100	0
Installation et maintenance	57	0	100	0
Santé	125	70	30	0
Services à la personne et à la collectivité	93	24	76	0
Support entreprise	137	0	100	0
Transport et logistique	63	0	100	0
Sous-total	886	14	85	1
Action d'insertion sociale et professionnelle	356	100	0	0
Total général	1 242	39	60	1

Source : Collectivité Territoriale de Corse

Retraitement : Gip Corse compétences - Carif Oref

4 000
étudiants à l'Université
en 2015

16 % des stagiaires
dans
l'hôtellerie-restauration

Etablissements de santé

Equipped des établissements de santé au 1^{er} janvier 2015

	en lits et places			
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Taux d'équipement pour 1 000 habitants				
Court séjour (1)				
Médecine	1,4	1,5	1,5	2,1
Chirurgie	1,3	1,3	1,3	1,4
Gynécologie-obstétrique pour 1 000 femmes de 15 ans et plus	0,6	0,5	0,5	0,8
Hospitalisation à domicile	0,3	0,3	0,3	0,2
Soins de suite et de réadaptation (moyen séjour)	3,2	0,8	1,9	1,8
Psychiatrie adultes	1,6	1,5	1,5	1,4
Psychiatrie Infanto-juvénile pour 1 000 enfants de 0 à 16 ans	0,8	1,0	0,9	0,9

(1) : comprend l'hospitalisation complète (en lits), l'hospitalisation de jour ou nuit et la chirurgie ambulatoire (en places), l'hospitalisation à domicile en médecine (en places).

Sources : ARS et Drees, SAE ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2014)

Accueil des personnes âgées au 1^{er} janvier 2015

	en places			
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Taux d'équipement pour 1 000 habitants de 75 ans ou plus				
dans les structures d'hébergement permanent non EHPAD (1)	24,9	3,8	13,9	25,8
dans les établissements d'hébergement EHPAD	39,9	54,4	47,5	100,4
dans les services de soins à domicile	17,3	13,0	15,1	19,8

EHPAD : établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

(1) : places en maisons de retraite, logements de logements-foyers, places unités de soins de longue durée

Sources : ARS et Drees, Finess ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2014)

Personnels de santé

Personnels de santé au 1^{er} janvier 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	nombre	nombre	nombre	Densité pour 100 000 habitants	Densité pour 100 000 habitants
Médecins généralistes libéraux et salariés	244	259	503	155	156
Médecins spécialistes libéraux et salariés	227	233	460	142	183
Pharmaciens	180	211	391	121	113
Chirurgiens-dentistes	131	115	246	76	63
Masseurs kinésithérapeutes	293	283	576	178	126
Infirmiers diplômés d'État et autorisés	1 661	1 707	3 368	1 039	970

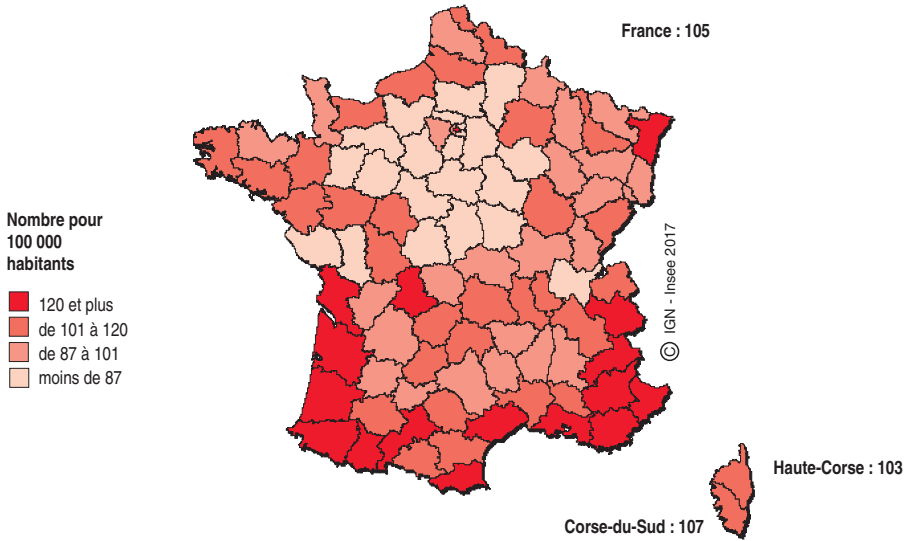
Sources : ARS et Drees, Adeli, Finess ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2014)

61 places
d'hébergement global
pour 1 000 personnes
de 75 ans ou plus

963
médecins généralistes
et spécialistes

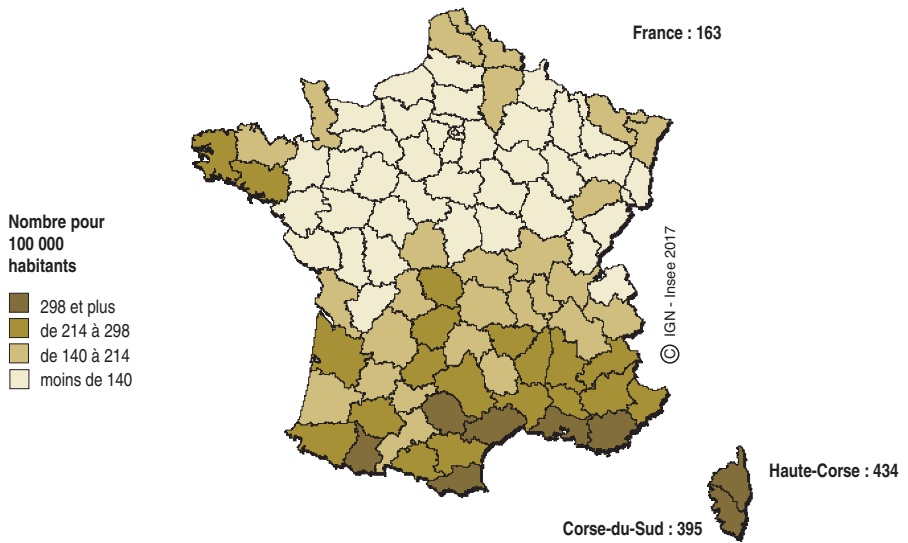
Personnels de santé

Densité de médecins généralistes libéraux au 1^{er} janvier 2015



Sources : ARS et Drees, Adeli, Finess ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2014)

Densité d'infirmiers libéraux au 1^{er} janvier 2015



Sources : ARS et Drees, Adeli, Finess ; Insee, estimations de population (au 1^{er} janvier 2014)

105
généralistes libéraux
pour 100 000 habitants

416
infirmiers libéraux
pour 100 000 habitants

Économie générale - Appareil productif

Stabilité du PIB depuis 2011

En 2014, le produit intérieur brut de la Corse s'élève à 8,59 milliards d'euros. Après une phase de forte croissance en volume depuis 1997, le PIB stagne à partir de 2011. Avec 26 432 euros, le PIB par habitant reste 5 % en deçà de la moyenne de France de province. L'écart s'est toutefois fortement réduit en dix ans : il était de 15 % en 2004.

Une économie fortement tertiaisée

En 2014, le tertiaire marchand concentre 48 % de l'ensemble de la richesse créée dans la région. Ce secteur occupe une place prépondérante dans l'économie corse, à laquelle contribuent les activités liées au tourisme. Vient ensuite le tertiaire non marchand qui est surreprésenté dans la région avec 33 % de la valeur ajoutée. Cette part situe la Corse en haut du classement national ; elle est bien supérieure à la moyenne française (10 points de plus qu'en métropole et 7 points de plus qu'en province).

Autre secteur important sur le territoire insulaire, le BTP représente 10 % de la richesse produite en Corse contre 6,5 % en moyenne de province.

Des établissements de petite taille

Au 31 décembre 2015, 47 000 établissements sont implantés en Corse. Les petits établissements dominent le tissu économique régional : 72 % n'ont pas de salariés et 96 % en ont moins de dix. Seuls 1,8 % comptent plus de 20 salariés, soit une part plus faible qu'au niveau national (2,9 %).

Les trois quarts des établissements insulaires relèvent du secteur tertiaire, avec une dominance du commerce, des services aux entreprises et des services administrés. Leur répartition sectorielle se caractérise notamment par une surreprésentation de l'hébergement-restauration qui est deux fois plus fréquente qu'en moyenne française. De même, forte de 7 600 structures, la construction concentre 16 % des établissements de l'île contre 10 % en métropole.

3 770 entreprises créées en 2016

En 2016, 3 770 entreprises marchandes non agricoles sont créées dans la région. Parmi elles, 1 060 relèvent des services aux entreprises, 810 des services aux particuliers et 680 de la construction, ces secteurs étant les plus créateurs. Le taux de création, nombre de créations rapportées au stock d'entreprises, est en deçà du taux national : 11 % contre 13 %.

En Corse comme au niveau national, les micro-entreprises ont moins de succès qu'à leurs débuts. Leur part dans les créations d'entreprises passe de 52 % en 2009 à 36 % cette année. En France métropolitaine, elle évolue de 56 % à 41 % sur la période.

Enfin, 450 défaillances d'entreprises sont enregistrées sur l'île en 2016. Par rapport à 2015, leur nombre progresse de 31 % alors qu'il est stable au niveau national.

Un artisanat développé

En 2016, la Corse compte 12 860 entreprises artisanales. Les deux départements corses, avec le Var et les Alpes-Maritimes, sont les départements français où la densité artisanale est la plus élevée, supérieure à 335 entreprises pour 10 000 habitants. Par comparaison, la quasi-totalité des départements de la moitié nord de la France compte moins de 200 entreprises artisanales pour 10 000 habitants.

Dans la région, les trois quarts des entreprises artisanales se répartissent dans la construction (46 %) et les services (28 %).

Parmi les artisans de la construction, rapportés à la population, l'île compte quatre fois plus de maçons et deux fois plus d'électriciens qu'au niveau national.

Produit intérieur brut

Produit intérieur brut en 2014

	Corse	Province	France
PIB total (millions d'euros)	8 597	1 449 840	2 099 415
PIB par habitant (euros)	26 432	27 836	32 736
PIB par emploi* (euros)	69 966	70 626	78 678

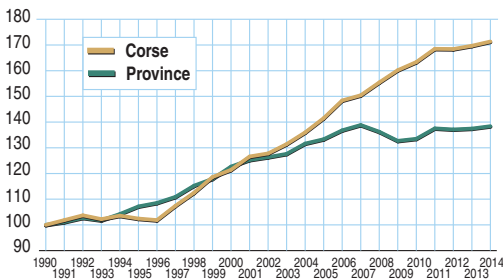
Données 2014 semi-définitives

*salarié et non salarié

Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2010

Evolution du PIB en volume

Indice base 100 en 1990

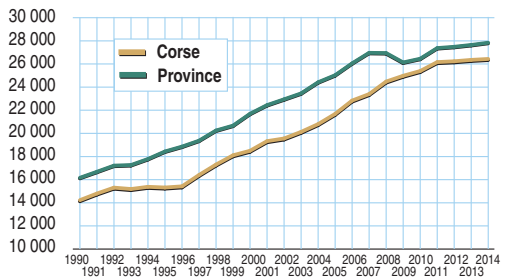


Données 2014 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux - base 2010

Evolution du produit intérieur brut par habitant

Euros par habitant

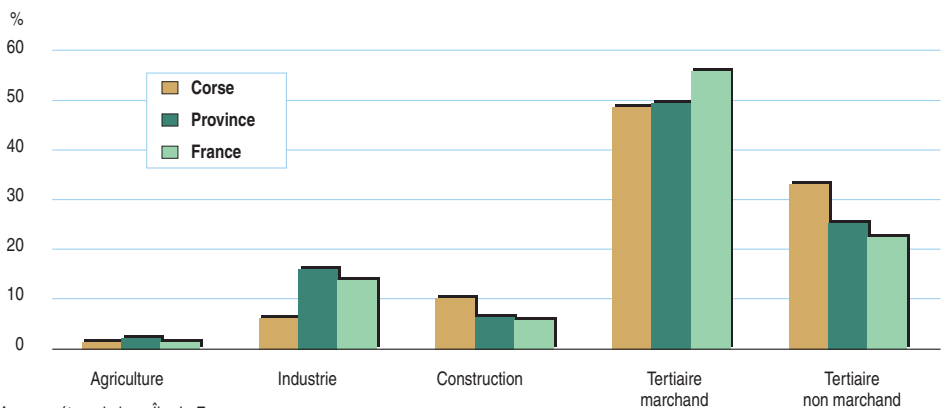


Données 2014 semi-définitives

Source : Insee, Comptes régionaux - base 2010

Valeur ajoutée brute

Répartition de la valeur ajoutée brute par secteur d'activité en 2014



Province : métropole hors Île-de-France

Source : Insee, Comptes régionaux - Base 2010

8,59 milliards d'euros
PIB régional
en 2014

33 %
Poids du non marchand
dans la valeur ajoutée
en 2014

Etablissements

Etablissements selon l'activité par département au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse		France
	nombre	nombre	nombre	%	%
Agriculture, sylviculture et pêche	648	1 201	1 849	3,9	6,0
Industrie	1 136	1 560	2 696	5,7	5,2
Construction	3 812	3 777	7 589	16,1	10,1
Commerce, réparation automobile	3 545	3 716	7 261	15,4	16,3
Transports et entreposage	449	509	958	2,0	2,4
Hébergement et restauration	2 359	2 160	4 519	9,6	5,0
Information et communication	362	342	704	1,5	2,9
Activités financières et d'assurance	535	542	1 077	2,3	3,7
Activités immobilières	1 615	1 806	3 421	7,3	6,4
Activités scientifiques, techniques et de soutien	4 048	3 682	7 730	16,4	18,0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	2 641	2 932	5 573	11,8	13,8
Autres activités de services	1 746	1 911	3 657	7,8	10,2
Total	22 896	24 138	47 034	100,0	100,0

Source : Insee, CLAP 2015

Etablissements selon l'activité et la taille au 31 décembre 2015

	Total	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 salariés et plus
	nombre	%	%	%	%
Agriculture, sylviculture et pêche	1 849	76,3	20,5	2,2	1,0
Industrie	2 696	69,0	25,0	3,7	2,3
Construction	7 589	74,7	21,8	2,4	1,1
Commerce, réparation automobile	7 261	62,7	32,8	2,8	1,7
Transports et entreposage	958	55,6	29,8	7,7	6,9
Hébergement et restauration	4 519	64,3	33,7	1,5	0,5
Information et communication	704	78,4	18,3	0,9	2,4
Activités financières et d'assurance	1 077	59,4	35,5	3,8	1,3
Activités immobilières	3 421	90,9	8,6	0,4	0,1
Activités scientifiques, techniques et de soutien	7 730	79,0	19,1	1,2	0,7
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	5 573	69,1	19,0	5,3	6,6
Autres activités de services	3 657	74,6	23,4	1,2	0,8
Total Corse	47 034	72,1	23,6	2,5	1,8
France	6 444 755	71,3	23,0	2,8	2,9

Source : Insee, CLAP 2015

47 034
établissements
fin 2015

95,7 %
d'établissements
de moins de 10 salariés

Démographie d'entreprises

Créations d'entreprises par secteur d'activité en 2016

	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse			France	
			nombre	%	Poids micro-entreprises*	%	Poids micro-entreprises*
Industrie	105	108	213	5,6	38,5	4,4	34,6
Construction	337	339	676	17,9	36,4	11,1	27,4
Commerce	268	334	602	16,0	19,8	17,4	26,0
Hébergement et restauration	177	174	351	9,3	19,9	5,5	21,4
Transport et entreposage	33	23	56	1,5	21,4	6,2	53,6
Services aux entreprises	530	532	1 062	28,1	42,2	34,0	45,0
Services aux particuliers	390	424	814	21,6	49,6	21,4	55,8
Ensemble	1 840	1 934	3 774	100,0	36,6	100,0	40,9

Champ : activités marchandes non agricoles

*depuis le 1^{er} janvier 2015 l'auto-entrepreneur devient « micro-entrepreneur »

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

Taux de création d'entreprises par secteur d'activité en 2016

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Industrie	11,1	9,1	10,0	8,9
Construction	10,5	10,6	10,5	10,6
Commerce	8,8	10,4	9,6	11,7
Hébergement et restauration	8,2	8,9	8,5	10,5
Transport et entreposage	9,3	6,1	7,6	30,1
Services aux entreprises	13,0	12,5	12,7	14,7
Services aux particuliers	12,6	13,1	12,8	12,4
Ensemble	10,9	11,1	11,0	12,8

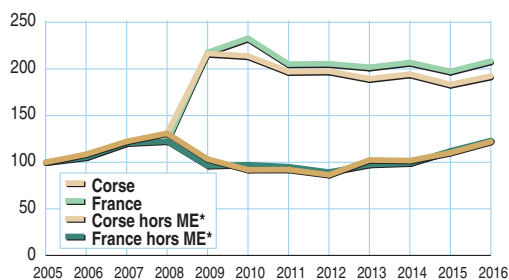
Taux de création : ensemble des créations sur une année donnée rapporté au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année

Champ : activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

Évolution des créations d'entreprises

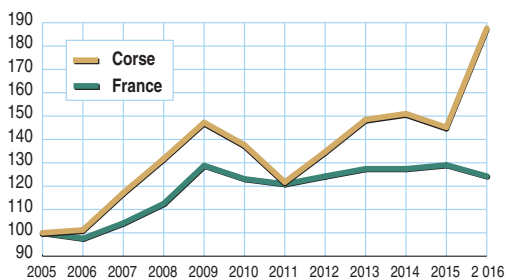
Indice base 100 en 2005



Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements

Évolution des défaillances d'entreprises en date de jugement

Indice base 100 en 2005



Source : Fiben, Banque de France

3 774
entreprises créées
en 2016

11,0 %
Taux de
création d'entreprises

Entreprises artisanales

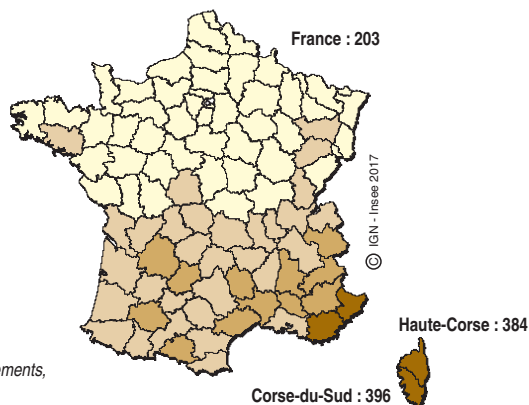
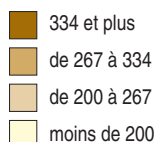
Entreprises artisanales selon le secteur d'activité au 1^{er} janvier 2016

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Entreprises artisanales (nombre)	6 148	6 713	12 861	1 311 010
Industrie (%)	13,5	14,5	14,0	14,7
<i>dont : industries agroalimentaires</i>	4,6	5,3	4,9	3,8
Construction (%)	48,1	44,3	46,1	38,5
Commerce et réparation automobile (%)	10,7	12,3	11,5	12,6
Services (%)	27,7	28,9	28,4	34,2
<i>dont : act. Scient. et techn., serv admin et de soutien</i>	8,1	8,3	8,2	9,0
<i>hébergement et restauration</i>	4,2	5,2	4,7	4,9

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements

Entreprises artisanales pour 10 000 habitants par département au 1^{er} janvier 2016

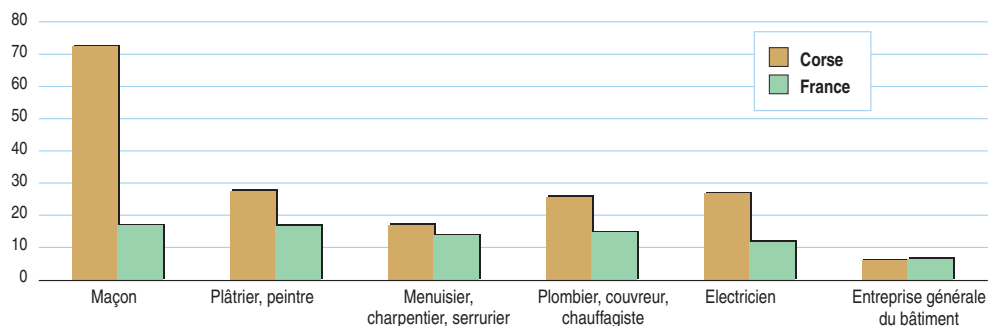
Nombre pour 10 000 habitants



Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Etablissements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2016)

Artisans du bâtiment pour 10 000 habitants au 1^{er} janvier 2016

Nombre d'entreprises pour 10 000 habitants



Source : Insee, Base permanente des équipements, Estimations de population (au 1^{er} janvier 2016)

46 %
des entreprises artisanales
dans la construction

389
entreprises artisanales
pour
10 000 habitants

Emploi - Marché du travail - Revenus

Participation croissante des femmes au marché du travail

Avec 144 000 personnes en emploi ou au chômage, le taux d'activité de la Corse s'établit à 70,5 % en 2014. Bien qu'il reste en deçà du taux national, il progresse nettement depuis 1999 avec une participation croissante des femmes au marché du travail. En effet, même s'il reste inférieur à celui des hommes, le taux d'activité féminin (62 %) croît de 12 points en quinze ans.

Le secteur tertiaire principal employeur de l'île

Fin 2015, près de 122 400 emplois sont recensés en Corse. Depuis 1990, l'emploi total régional progresse à un rythme plus soutenu qu'au niveau national (+ 46 % contre + 14 %). Cette tendance favorable profite aux deux départements mais l'emploi se développe davantage en Corse-du-Sud (+ 50 %) qu'en Haute-Corse (+ 43 %).

L'emploi salarié concentre 85 % des emplois et se répartit principalement entre le tertiaire marchand et le secteur administré. La construction constitue un autre pilier de l'économie avec un poids en emplois salariés deux fois plus important qu'à l'échelle nationale. En revanche, l'industrie reste peu développée.

La Corse se distingue également par une part élevée de non-salariés liée à la présence forte d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise individuelle dans le tissu productif régional. La construction se démarque là encore avec 17 % d'emplois non-salariés contre 11 % au niveau national.

Un taux de chômage en repli mais toujours supérieur à la moyenne nationale

Au 4^e trimestre 2016, le taux de chômage régional s'établit à 10,5 % de la population active et demeure supérieur au taux national (9,7 %). En lien avec la bonne situation de l'emploi, l'année 2016 confirme le recul amorcé en 2015 et met fin au mouvement de hausse qui perdurait depuis 2009. Au niveau départemental, le taux de chômage demeure plus élevé en Haute-Corse.

Fin décembre 2016, 22 230 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en Corse (catégories A,B et C, en données corrigées des variations saisonnières). Sur un an, ce nombre se replie (- 0,9 %) alors qu'il se stabilise en France métropolitaine. Contrairement au reste du territoire national, les femmes sont plus nombreuses dans la demande d'emploi. Les 50 ans ou plus sont particulièrement concernés par le chômage et représentent un quart des demandeurs d'emploi de catégories A,B et C. La demande d'emploi de longue durée est moins fréquente sur l'île que sur le continent. Ce phénomène s'explique en partie par l'activité saisonnière, très créatrice d'emplois, qui limite les longues périodes d'inactivité.

Les familles monoparentales et les jeunes les plus touchés par la pauvreté

La Corse est la région de métropole la plus touchée par la pauvreté monétaire. En 2014, la moitié des personnes vivent dans un ménage où le niveau de vie est inférieur à 18 927 € contre 20 369 € en France métropolitaine. Sur l'île, un ménage sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté. Les familles monoparentales, les jeunes de moins de 30 ans et les personnes âgées de plus de 75 ans sont particulièrement concernés.

En lien avec la structure des familles qui comportent moins de familles nombreuses, les prestations sociales sont perçues par moins de ménages en Corse qu'au niveau France. En effet pour 1 000 ménages, 119 perçoivent des allocations familiales contre 169 en moyenne nationale. On constate ce même phénomène pour les aides au logement et pour les prestations d'accueil du jeune enfant. Par ailleurs, la part des personnes de 25 à 64 ans percevant le Revenu de Solidarité Active est également plus faible en Corse avec 5,1 % contre 7,1 % nationalement. Enfin, la couverture maladie universelle complémentaire bénéficie à un public moindre dans l'île.

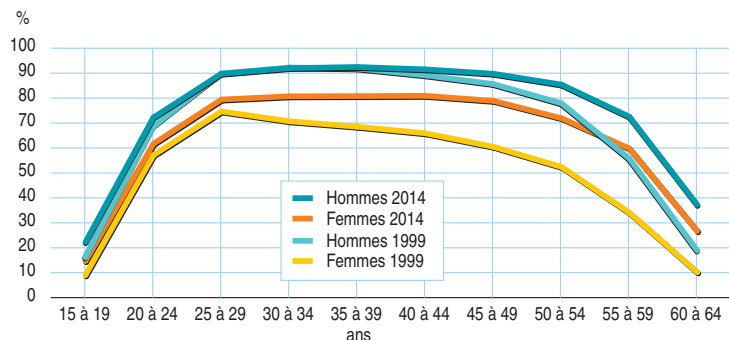
Population active

Population active parmi les 15-64 ans en 2014

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Actifs (nombre)	69 253	74 819	144 072	29 857 721
Taux d'activité (%)	72,7	68,6	70,5	73,6
Taux d'activité des hommes (%)	77,6	74,3	75,8	76,8
Taux d'activité des femmes (%)	67,9	62,8	65,2	70,5
Actifs ayant un emploi (nombre)	60 637	64 450	125 087	25 832 864
Taux d'emploi (%)	63,6	59,1	61,2	63,7
Taux d'emploi des hommes (%)	69,6	66,0	67,7	66,9
Taux d'emploi des femmes (%)	57,8	52,1	54,8	60,6
Taux d'emploi des 15 - 24 ans (%)	32,4	28,9	30,5	30,1
Taux d'emploi 25 - 54 ans (%)	76,8	72,6	74,7	79,9
Taux d'emploi 55 - 64 ans (%)	47,3	43,5	45,3	45,3

Source : Insee, Recensement de la population 2014 - Exploitation principale

Evolution du taux d'activité par sexe et tranche d'âge en Corse



65,2 %
Taux d'activité
des femmes
en 2014

15,4 %
d'emplois
non salariés
fin 2015

Source : Insee, Recensements de la population 1999 et 2014

Emploi

Emploi non salarié par grand secteur d'activité au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Non salariés (effectif)	8 831	10 017	18 848	2 767 470
Agriculture (%)	9,3	15,6	12,6	14,6
Industrie (%)	4,9	5,5	5,2	5,1
Construction (%)	18,1	16,7	17,3	11,5
Tertiaire marchand (%)	50,4	45,4	47,7	50,3
Tertiaire non marchand (%)	17,3	16,8	17,0	18,4
Part sur l'emploi total (%)	14,2	16,1	15,4	10,3

Données 2015 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Emploi - Marché du travail

Emploi salarié par secteur d'activité détaillé au 31 décembre 2015

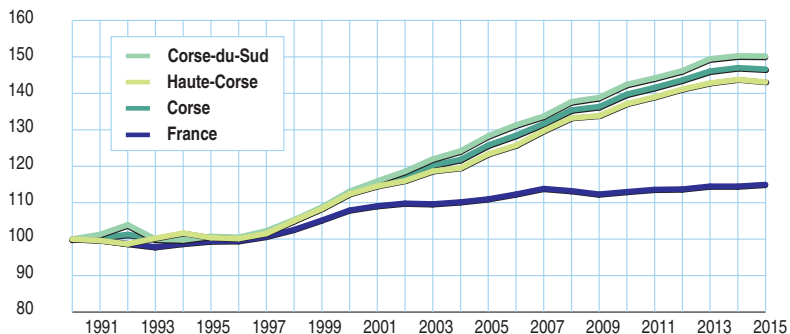
	Corse-du-Sud nombre	Haute-Corse nombre	Corse nombre	Corse %	France %
Agriculture, sylviculture et pêche	467	1 487	1 954	1,9	1,0
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 264	666	1 930	1,9	1,6
Denrées alimentaires, produits à base de tabac	990	1 341	2 331	2,3	2,4
Equipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	58	93	151	0,1	1,8
Matériels de transport	217	12	229	0,2	1,5
Autres produits industriels	830	834	1 664	1,6	6,1
Construction	5 314	4 997	10 311	10,0	5,6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	7 402	8 615	16 017	15,5	13,1
Transports et entreposage	3 397	2 841	6 238	6,0	5,8
Hébergement et restauration	2 853	2 394	5 247	5,1	4,2
Information et communication	741	506	1 247	1,2	3,1
Activités financières et d'assurance	1 153	1 279	2 432	2,3	3,7
Activités immobilières	443	484	927	0,9	1,0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	3 961	3 479	7 440	7,2	13,2
Adm. publique, enseignement, santé, action sociale	21 770	18 514	40 284	38,9	33,6
Autres activités de services	2 657	2 467	5 124	4,9	2,4
Total	53 517	50 009	103 526	100,0	100,0

Données 2015 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Evolution de l'emploi total

Indice base 100 en 1990



103 500
salariés
en 2015

38,9 %
de l'emploi salarié
dans
le secteur administré

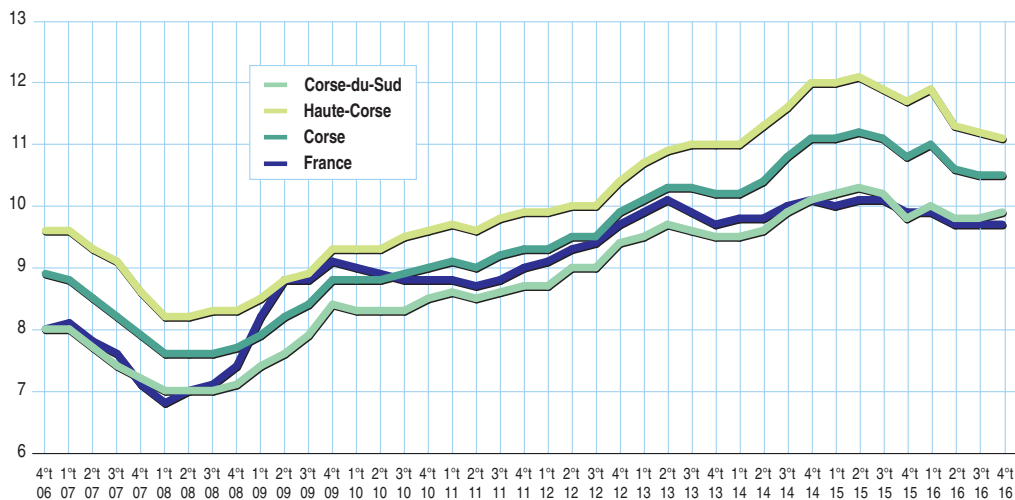
Données 2014 provisoires

Source : Insee, Estimations localisées d'emploi

Taux de chômage

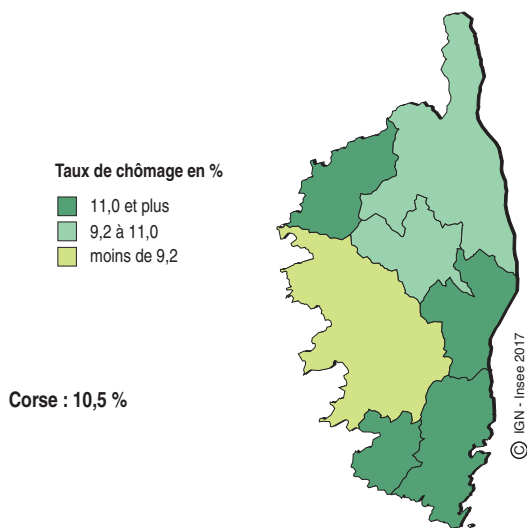
Evolution trimestrielle du taux de chômage localisé

(série corrigée des variations saisonnières)



Source : Insee

Taux de chômage localisé par zone d'emploi au 4^e trimestre 2016



Source : Insee

10,5 %
Taux de chômage régional
au 4^e trimestre 2016

+ 0,8 point
Ecart avec le taux de
chômage national
au 4^e trimestre 2016

La demande d'emploi

La demande d'emploi de catégories A et ABC au 31 décembre 2016

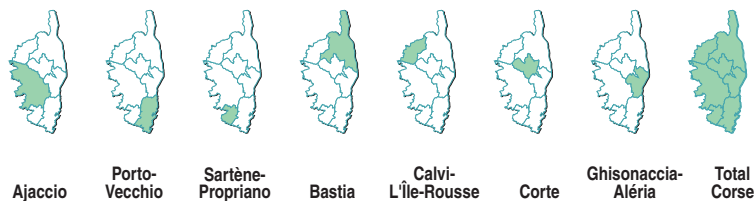
	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France en milliers
Les catégories A et ABC (données CVS)				
catégorie A	8 560	9 260	17 820	3 467,1
évolution sur un an (%)	2,8	- 6,4	- 2,2	- 3,0
catégories ABC	10 510	11 720	22 230	5 463,8
évolution sur un an (%)	1,8	- 3,3	- 0,9	0,0

Structure des demandeurs d'emploi en fin de mois « DEFM » (cat. ABC données CVS en %)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Hommes	47,9	46,3	47,1	49,4
Femmes	52,1	53,7	52,9	50,6
Moins de 25 ans	12,7	13,3	13,0	13,5
25 à 49 ans	61,1	60,8	61,0	62,0
50 ans ou plus	26,2	25,9	26,0	24,4
Demandeurs d'emploi de longue durée	28,4	32,7	30,7	44,1

Source : Direccte / Pôle emploi

La demande d'emploi de catégories ABC par zone d'emploi au 31 décembre 2016



	Ajaccio	Porto-Vecchio	Sartène-Propriano	Bastia	Calvi-L'Île-Rousse	Corte	Ghisonaccia-Aléria	Total Corse	
Effectifs données CVS	6 926	2 631	953	8 012	1 871	602	1 235	22 230	
Structure (%)	31,2	11,8	4,3	36,0	8,4	2,7	5,6	100,0	
Evolution sur un an (%)	1,9	3,0	- 1,6	- 5,0	0,8	2,3	- 3,2	- 0,9	
Eléments de structure des DEFM (%)	< 25 ans	13,0	12,0	13,0	13,4	12,6	14,3	13,0	13,0
	> 50 ans	26,8	24,1	27,4	25,8	24,0	28,3	27,6	26,0
	Femmes	52,7	51,0	51,0	53,2	55,1	54,4	54,1	52,9

Source : Direccte / Pôle emploi

53 %
de femmes chez les
demandeurs d'emploi
en 2016

- 2,0 %
Baisse des DEFM A
entre 2015 et 2016

Emploi - Marché du travail

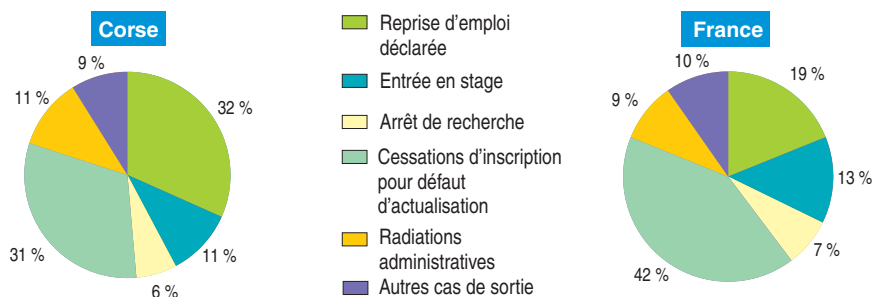
Les inscriptions au chômage / cumul annuel 2016



*y compris fin de convention de reclassement personnalisé, de convention de conversion ou de plan d'action personnalisé

Source : Direccte / Pôle emploi

Les sorties du chômage / cumul annuel 2016



Source : Direccte / Pôle emploi

L'offre d'emploi

L'offre d'emploi / cumul annuel 2016

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Données brutes				
Nombre d'offres	7 163	7 344	14 507	2 848 889
dont offres durables	2 807	2 360	5 167	1 529 118
évolution sur un an* (%)	3,8	6,1	4,9	6,9

* de l'ensemble des offres

Source : Direccte / Pôle emploi

43 %
des inscriptions
à Pôle emploi
liées à une fin de contrat

32 %
des sorties
de Pôle emploi
liées à une reprise d'emploi

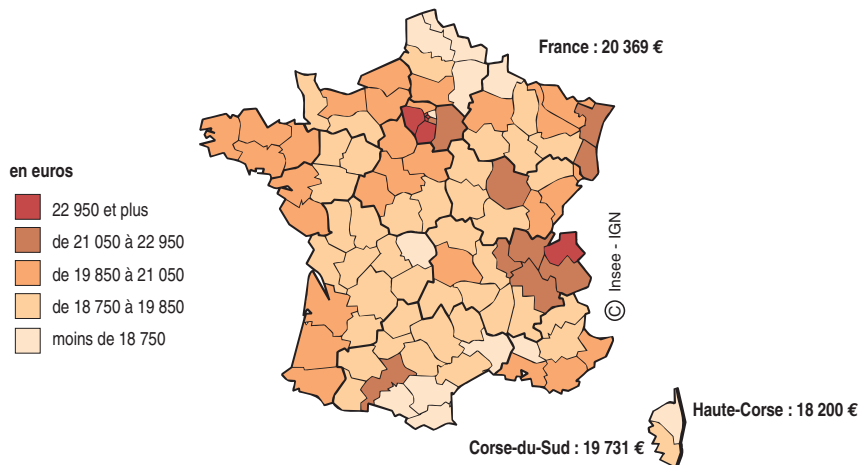
Revenus

Revenu des ménages et taux de pauvreté en 2014

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Nombre de ménages fiscaux	56 869	65 671	122 540	26 937 902
Part des ménages imposables (%)	56,2	48,5	52,1	58,1
Révenu médian déclaré par UC (en Euros)	19 832	17 944	18 836	20 238
Taux de pauvreté des ménages (en %)				
- Ensemble :	17,7	22,5	20,3	14,7
- Selon l'âge du référent fiscal :				
Moins de 30 ans	22,9	30,4	27,2	22,8
75 ans ou plus	16,2	20,3	18,4	8,6
- Selon la composition des familles :				
Famille mono-parentale	26,0	34,0	30,3	30,7
- Selon la source principale des revenus déclarés :				
Retraites, pensions, rentes	19,0	23,1	21,2	11,4

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal

Revenu annuel médian disponible par unité de consommation en 2014



Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal

20,3 %
Le taux de pauvreté
le plus élevé des régions

21 %
des retraités
pauvres en 2014

Prestations sociales

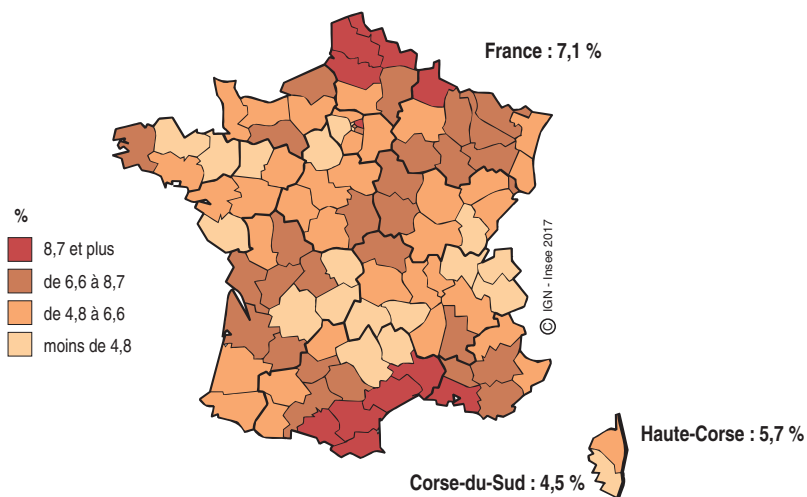
Prestations et aides sociales en 2015

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Allocations familiales				
Taux d'allocataires pour 1 000 ménages	123	115	119	169
Aide personnalisée au logement				
Taux d'allocataires pour 1 000 ménages	53	72	63	101
Prestations d'accueil du jeune enfant				
Taux d'allocataires pour 1 000 enfants de moins de 3 ans	704	728	717	769
Revenu de solidarité active (RSA)				
Nombre d'allocataires	3 692	5 206	8 898	2 325 679
Taux d'allocataires pour 100 personnes de 25 à 64 ans	4,5	5,7	5,1	7,1
Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C) (régime général)				
Nombre d'allocataires	7 342	10 022	17 364	4 620 582
Taux de couverture pour 100 habitants	4,8	5,8	5,3	7,1

Source : Drees ; CNAF ; Insee, Estimations de population

Revenu de solidarité active (RSA) en 2015

Taux d'allocataires pour 100 personnes de 25 à 64 ans



Source : drees ; CNAF ; Insee, Estimations de population

17 400
bénéficiaires de la CMU-C
en 2014

5,1
allocataires du RSA
pour 100 habitants
de 25 à 64 ans

Secteurs d'activité

Près du tiers de la production électrique est renouvelable

Dans la région, au 31 décembre 2015, le secteur industriel emploie 6 600 personnes dans 2 700 établissements. La grande majorité des salariés de l'industrie travaille dans l'agroalimentaire (35,5 %) et l'énergie (33,5 %).

En 2016, la production d'électricité en Corse est à 39 % d'origine thermique, provenant des centrales du Vazzino et de Lucciana, et à 31 % issue d'énergies renouvelables principalement grâce aux barrages hydroélectriques (Prunelli, Golo, Fium'Orbu et Rizzanese). Le reste est importé via les interconnexions avec la Sardaigne et l'Italie continentale.

Un retour à la normale dans la construction de logements neufs

En Corse, la construction représente 10 500 personnes travaillant dans 7 600 établissements fin 2015. Le gros œuvre compte le plus grand nombre de salariés (45,7 % des effectifs du secteur).

Sur 2016, 4 300 logements ont été autorisés à la construction, soit un niveau comparable à celui des années 2013-2014, après une année 2015 marquée par une forte progression en Corse-du-Sud. Ainsi, les évolutions diffèrent au niveau des départements : en Corse-du-Sud, le nombre de logements autorisés chute de 58 % sur un an tandis qu'il progresse de 16 % en Haute-Corse. Dans la région, les ventes de logements neufs augmentent de 33 % pour les appartements et reculent de 11 % pour les maisons.

Prédominance des services et commerce

Les activités de services et commerce dominent le paysage économique de l'île, avec 83 000 salariés répartis dans 35 000 établissements. L'administration publique, enseignement, santé et action sociale est le plus grand pourvoyeur d'emplois : il regroupe 47 % des effectifs (41 % en métropole). Les établissements sont les plus nombreux dans le soutien aux entreprises (22 %) et le commerce (21 %).

Le commerce emploie 16 000 salariés travaillant majoritairement dans le commerce de détail (65,5 %, soit dix points de plus qu'en moyenne française). À l'inverse, le commerce de gros est sous-représenté : il concerne 23 % des salariés du commerce contre 32 % au niveau national.

La surface agricole utilisée couvre le cinquième du territoire

En 2016, en Corse, la surface agricole utilisée (SAU) des exploitations couvre 178 400 hectares soit 21 % du territoire régional contre 51 % en moyenne nationale. La surface toujours en herbe occupe 85 % de la superficie agricole (28 % au niveau national). Les terres arables sont peu étendues : les grandes cultures représentent 7 % de la SAU (68 % en moyenne française).

À la dernière enquête structure (2013), la région compte 2 600 exploitations agricoles. En 2015, elles emploient 5 000 personnes, soit 3 800 unités de travail annuel (UTA).

Entre 2015 et 2016, le nombre de dossiers d'installation de jeunes agriculteurs a doublé, après une baisse enregistrée entre 2013 et 2015.

Tourisme et transports de passagers en hausse

En 2016, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse, croisiéristes compris, repart à la hausse avec 8,9 millions de voyageurs. Les trafics croisières augmentent très fortement et dépassent pour la première année le million de passagers. Les lignes régulières aériennes et maritimes progressent aussi et atteignent 7,73 millions de passagers. L'aérien continue de croître, porté par les compagnies Low Cost, et le maritime enregistre une hausse modérée après cinq années de baisse. Les trafics de marchandises sont, quant à eux, en léger recul (-0,8 %).

Parallèlement, la fréquentation des hébergements touristiques marchands augmente. La progression concerne l'hôtellerie traditionnelle (+3%) et les autres hébergements collectifs de tourisme (+3,5%), l'hôtellerie de plein air étant stable.

Energie

Parc de production d'énergie électrique de la Corse

Moyens de production fin 2016

Moyens thermiques

Centrale du Vaggio	
Centrale de Lucciana	352,3 MW
Turbines à combustion	

Interconnexions

Câble Sardaigne-Corse (SARCO)	
Câble Sardaigne-Corse-Italie (SACOI)	150 MW

Énergies renouvelables

Quatre aménagements hydro-électriques	
Prunelli (Tolla, Ocana, Pont de la Vanna)	
Golo (Castirla, Corscia, Sovenzia)	194 MW
Fium'Orbu (Sampolo)	
Rizzanese (Sainte-Lucie de Tallano)	
Micro-centrales électriques	28,3 MW
Trois parcs éoliens	18,0 MW
Installations photovoltaïques	102,0 MW
Installations photovoltaïques avec stockage	18,1 MW
Installation de production électrique à partir de biogaz	2,3 MW

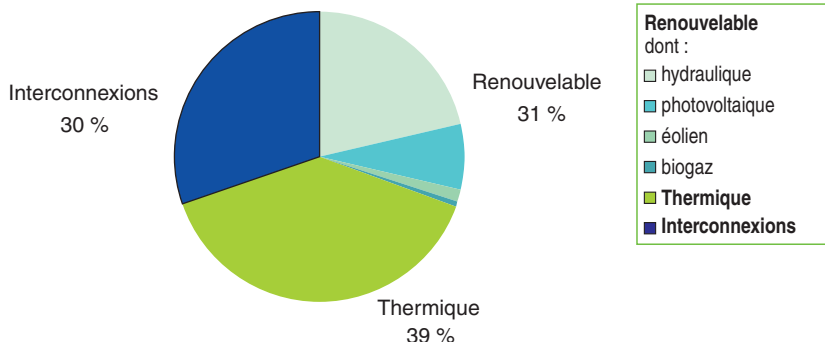
Total puissance installée

865,0 MW

Source : EDF Corse - Dreal

Production électrique 2016 : 2 194 GWh

Répartition



Source : Dreal

31 %
de la production électrique
issue des énergies
renouvelables

4 barrages
3 parcs éoliens

Industrie

Etablissements de l'industrie et effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés
Ensemble (nombre)	1 136	3 483	1 560	3 096	2 696	6 579	338 323	3 119 358
Part (%)								
Denrées alimentaires, produits à base de tabac	29,6	28,0	29,5	43,9	29,6	35,5	19,9	17,7
Equipements électriques, électroniques, informatiques, machines	1,6	2,0	1,9	2,8	1,8	2,4	4,3	13,3
Matériels de transport	0,9	6,5	0,6	0,6	0,7	3,7	1,2	11,4
Autres produits industriels	55,1	23,8	43,5	26,1	48,4	24,9	54,4	45,2
Extraction, énergie, eau, déchets	12,8	39,7	24,5	26,6	19,5	33,5	20,2	12,4

Source : Insee, Clap 2015

Construction

Etablissements de la construction et effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés
Ensemble (nombre)	3 812	5 495	3 777	4 955	7 589	10 450	651 647	1 339 790
Part (%) :								
Promotion immobilière	7,6	1,2	9,5	0,8	8,6	1,0	6,6	1,7
Travaux publics	8,9	19,4	9,6	23,0	9,3	21,1	9,5	26,8
Gros oeuvre	33,4	45,2	29,4	46,3	31,4	45,7	19,6	17,7
Second oeuvre	50,0	34,2	51,6	29,9	50,8	32,2	64,4	53,9

Source : Insee, Clap 2015

35,5 %
des salariés industriels
dans l'agroalimentaire

46 %
des salariés
de la construction
dans le gros oeuvre

Construction et ventes de logements neufs - Dreal

Logements autorisés en 2016

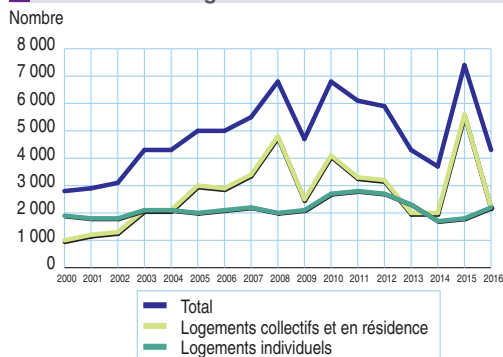
	Logements	Évolution	
		2016/2015	2015/2010
	Nombre	%	%
Corse-du-Sud	2 300	-58,3	12,6
Haute-Corse	2 000	15,7	-14,1
Corse	4 300	-41,4	1,8
France	437 800	14,8	-3,4

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle estimée. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies

Champ : France métropolitaine

Source : SOeS, Sit@del2

Evolution des logements autorisés en Corse



Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle.
Source : SOeS, Sit@del2

Ventes des maisons et des appartements neufs en 2016

	Corse			France		
	En 2016	Evolution 2016/2015 %	Evolution annuelle 2015/2010 (%)	En 2016	Evolution 2016/2015 %	Evolution annuelle 2015/2010 (%)
Maisons neuves						
Nombre de ventes*	89	-11	-18,3	10 212	22,4	-4,3
Prix moyen par maison (€)	268 668	-15,6	9,6	256 995	3,3	1,4
Appartements neufs						
Nombre de ventes*	1 762	32,7	-3,4	114 846	20,4	4,3
Prix moyen au m ² (€)	3 502	-2,7	1,5	3 993	2,3	3,4

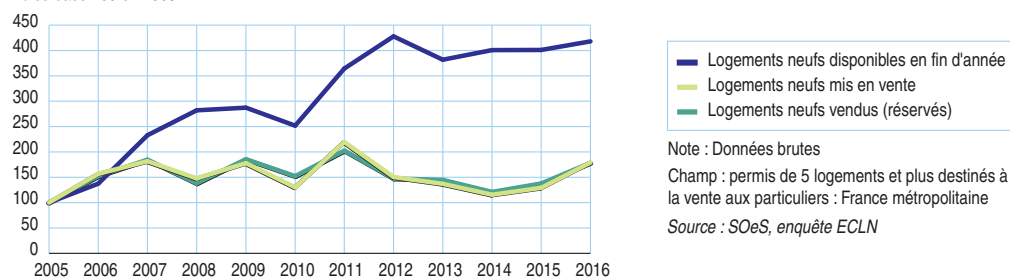
*réservations avec dépôt d'arrhes

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

Evolution de la commercialisation des logements neufs en Corse

Indice base 100 en 2005



Note : Données brutes

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

- 41,4 %
Baisse des
logements autorisés
entre 2015 et 2016

3 502 euros
Prix moyen au m²
des appartements
neufs en 2016

Services - Commerce

Services

Etablissements des services et du commerce et effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés
Ensemble (nombre)	17 300	42 191	17 600	40 674	34 900	82 865	5 067 300	17 525 103
Part (%) :								
Commerce	20,5	17,9	21,1	20,9	20,8	19,4	20,7	17,3
Transports et entreposage	2,6	7,7	2,9	8,3	2,7	8,0	3,0	7,6
Hébergement et restauration	13,6	7,3	12,3	5,9	12,9	6,6	6,4	5,4
Information et communication	2,1	1,8	1,9	1,3	2,0	1,5	3,6	4,1
Activités financières et d'assurance	3,1	2,6	3,1	3,2	3,1	2,9	4,6	4,8
Activités immobilières	9,3	1,2	10,3	1,2	9,8	1,2	8,1	1,3
Soutien aux entreprises	23,4	9,2	20,9	8,8	22,1	9,0	22,9	14,2
Admin publique, enseignement, santé, action sociale	15,3	47,9	16,7	45,6	16,0	46,8	17,6	40,8
Autres activités de services	10,1	4,5	10,9	4,9	10,5	4,7	13,0	4,5

Source : Insee, Clap 2015

Commerce

Etablissements du commerce et effectifs salariés au 31 décembre 2015

	Corse-du-Sud		Haute-Corse		Corse		France	
	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés	Etab	Salariés
Ensemble (nombre)	3 545	7 543	3 716	8 519	7 261	16 062	1 049 323	3 033 523
Part (%) :								
Commerce de détail	74,3	66,9	71,6	64,2	72,9	65,5	66,5	56,0
<i>dont : hypermarchés et supermarchés</i>	<i>1,0</i>	<i>22,6</i>	<i>0,8</i>	<i>23,2</i>	<i>0,9</i>	<i>22,9</i>	<i>1,3</i>	<i>18,7</i>
Commerce de gros	15,3	20,8	17,9	25,0	16,7	23,0	21,2	32,2
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	10,4	12,3	10,5	10,8	10,4	11,5	12,3	11,8

Source : Insee, Clap 2015

47 %
des salariés des services
dans les services
administrés en 2015

les deux tiers
des salariés du commerce
dans
le commerce de détail

Agriculture

Caractéristiques des exploitations agricoles en 2013

	Corse	France
Exploitations (nombre)*	2 626	451 606
dont : moyennes et grandes	1 582	308 061
Superficie agricole utilisée (SAU) (ha)*	159 000	27 623 000
dont : moyennes et grandes	115 000	25 737 000
SAU moyenne par exploitation (ha)	61	61
dont : moyennes et grandes	73	84
Production brute standard (PBS) (milliers d'euros)*	210 800	56 348 000
dont : moyennes et grandes	198 000	55 150 000
PBS moyenne par exploitation (milliers d'euros)	80	125
dont : moyennes et grandes	125	179

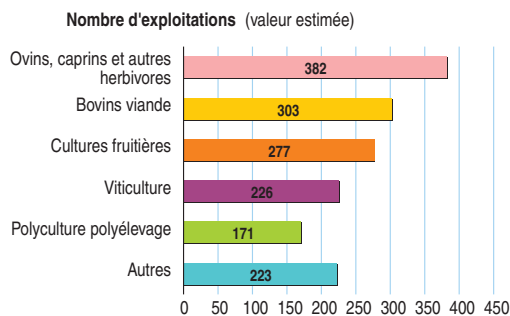
*valeur estimée

Source : Agreste, Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013

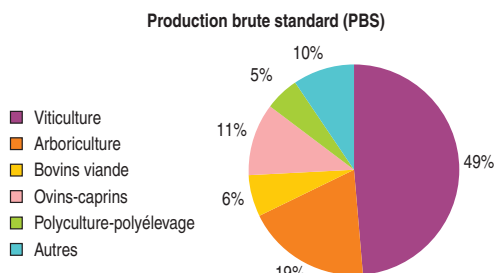
49 %
Part de la viticulture dans le potentiel économique agricole de la Corse

+ 3 %
Progression de la SAU des exploitations entre 2015 et 2016

Répartition des exploitations moyennes et grandes selon leur spécialisation en 2013



Source : Agreste, Enquête sur la structure des exploitations agricoles 2013



Utilisation du territoire agricole en 2016

	Corse		France	
	Surface en ha	%	Evolution 2015/2016 %	%
TERRES ARABLES	11 868	7	+6	68
-Céréales (y compris semences)	1 543	1	+3	36
-Oléagineux et protéagineux (y compris semences)	35	0	+133	10
-Plantes aromatiques, médicinales et à parfum	465	0	+16	0
-Légumes	462	0	+2	2
-Fourrages annuels	830	0	0	6
-Prairies artificielles et temporaires	7 060	4	-3	12
-Autres	1 473	1	-1	2
CULTURES PERMANENTES hors STH	13 736	8	+2	4
-Cultures fruitières (y compris châtaigneraies, oliveraies, noyeraies)	7 019	4	+2	1
-Vignes	6 717	4	+2	3
Surfaces toujours en herbe des exploitations	152 830	85	+4	28
SURFACE AGRICOLE UTILISÉE (SAU) DES EXPLOITATIONS	178 434	100	+3	100

Source : Agreste, Statistique agricole annuelle, données 2016 semi-définitives

Agriculture

Effectifs de bétail en 2016

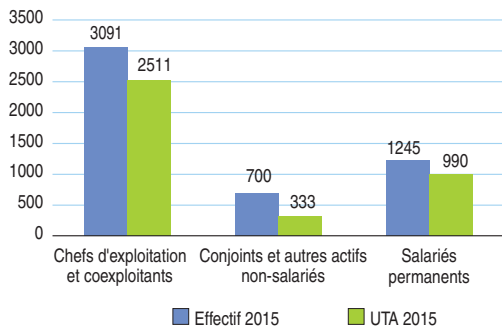
(nombre de têtes)

	Corse-du-Sud	Haute-Corse	Corse	France
Bovins	23 255	42 490	65 745	19 359 392
dont vaches nourrices	12 235	24 010	36 245	4 240 474
Ovins	29 080	84 020	113 100	7 036 809
dont brebis-mères	21 700	62 700	84 400	4 643 809
Caprins	13 300	31 270	44 570	1 258 944
dont chèvres (femelles ayant mis bas)	10 100	23 690	33 790	862 155
Porcs	34 030	19 970	54 000	12 734 386
dont truies de 50 kg et plus	2 805	1 650	4 455	1 002 355

Source : Agreste, Statistique agricole annuelle, données 2016 semi-définitives

L'emploi agricole en 2015

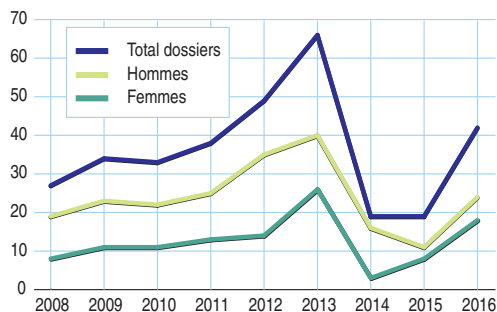
Main d'oeuvre agricole permanente 2015



Source : Agreste - bilan annuel de l'emploi agricole - Résultats 2015

Dossiers d'installation de jeunes agriculteurs

Nombre



Source : DRAAF de Corse

L'emploi agricole en UTA par Otex 2015

Emploi agricole en UTA par Otex 2015

	Non salariés*	Salariés
Fruits et autres cultures permanentes	465	409
Viticulture	264	526
Ovins et caprins	626	76
Bovins viande	647	45
Polyculture, polyélevage	308	73
Autres grandes cultures	132	35
Autres herbivores	130	37
Porcins	133	18
Fleurs, horticulture diverse	53	79
Volailles	11	63
Maraîchage	36	20
Autres élevages hors sol	26	4
Céréales et Oléoprotéagineux	14	5
Total	2 844	1 391

* Y compris les chefs et coexploitants salariés

Source : Agreste - bilan annuel de l'emploi agricole - Résultats 2015

+ 1,7%
Progression des salariés
permanents (en UTA)
entre 2014 et 2015

4 dossiers
d'installation sur 10
présentés par
des femmes en 2016

Transports

Passagers

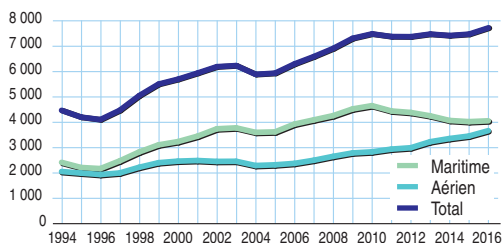
Répartition des passagers transportés selon le type de trafic en 2016
(nombre de passagers au départ et à l'arrivée)

Ports et (ou) aéroports	Maritime		Aérien	Total
	Lignes régulières	Croisières	Lignes régulières et charter	
Ajaccio	967 800	1 003 900	1 422 200	3 393 900
Bastia	2 142 800	35 900	1 286 700	3 465 400
Bonifacio	259 600	16 600	///	276 200
Calvi	58 500	52 000	321 600	432 100
Figari	///	///	639 900	639 900
L'Île-Rousse	381 000	600	///	381 600
Porto-Vecchio	180 600	6 900	///	187 500
Propriano	68 200	36 200	///	104 400
Ensemble	4 058 500	1 152 100	3 670 400	8 881 000
Evolution 2016/2015	0,8 %	50,0 %	6,2 %	7,7 %

Source : Observatoire régional des transports de la Corse, Dreal

Evolution des trafics passagers sur lignes régulières et charter

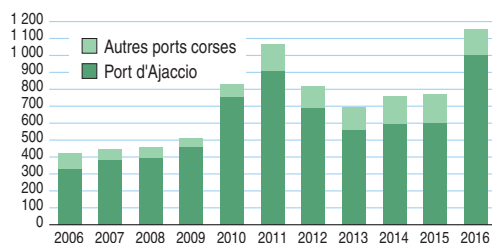
Milliers de passagers au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse, Dreal

Evolution des trafics croisières annuels par port

Milliers de croisiéristes au départ et à l'arrivée



Source : Observatoire régional des transports de la Corse, Dreal

Marchandises

Trafics maritimes de marchandises français et étrangers

En tonnages nets

	2014	2015	2016	Evol 2016/2015 (%)
Entrées : Roll	1 341 135	1 355 301	1 406 124	3,7
Ciment en vrac	93 834	126 111	124 882	- 1,0
Hydrocarbures	441 257	491 830	403 509	- 18,0
Gaz liquide	22 060	23 761	19 911	- 16,2
Total entrées	1 898 286	1 997 003	1 954 426	- 2,1
Sorties : Roll	203 950	203 786	228 837	12,3
Total entrées+sorties	2 102 236	2 200 789	2 183 263	- 0,8

Source : Observatoire régional des transports de la Corse, Dreal

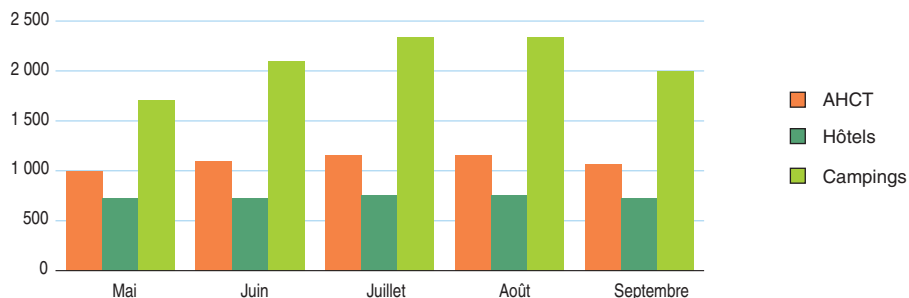
1,15 millions
de croisiéristes en 2016

- 1 %
Baisse du volume de marchandises
entre 2015 et 2016

Capacité d'accueil des hébergements marchands

Capacités mensuelles en lits touristiques en Corse durant la saison 2016

Milliers de lits



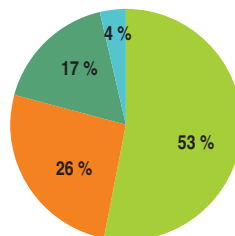
Note : Nombre de place-lits journaliers multipliés par le nombre de jour du mois

Champ : établissements ouverts

Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique

Répartition des lits touristiques de l'offre marchande en Corse en août 2016

- Campings
- AHCT
- Hôtels
- Gîtes de France*



* Gîtes et chambres d'hôtes labélisés

Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique - Gîtes de France

Autres hébergements collectifs de tourisme - AHCT

Fréquentation des AHCT en 2016 et évolution par rapport à 2015

(de mai à septembre)

Millions de nuitées



%

- 3,5 et plus
- de 0,5 à 3,5
- de 0 à 0,5
- de -4,5 à 0
- moins de -4,5



France : - 4,3 %



Corse : 3,5 %

Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique

53 %
de l'offre d'hébergement
dans les campings
en août

+ 3,5 %
hausse de la fréquentation
des AHCT
entre 2015 et 2016

Hôtels

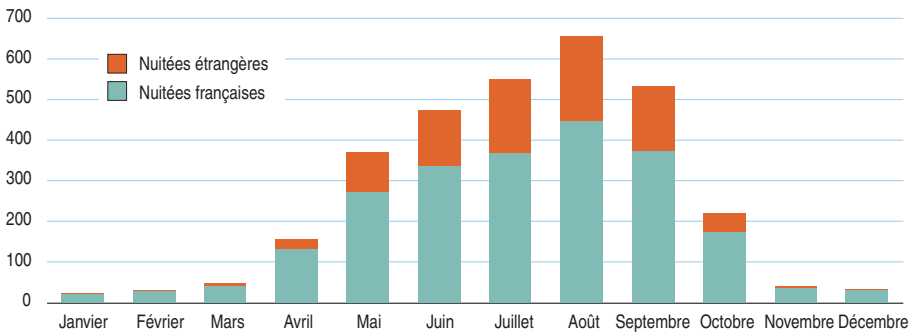
Fréquentation des hôtels de Corse en 2016

	Saison 2016	Année 2016
Ensemble des nuitées	2 578 300	3 135 000
dont : 1 et 2 étoiles	427 300	526 800
3 étoiles	1 390 200	1 668 000
4 étoiles et plus	457 600	578 800
Non classés	303 200	361 400
dont : Nuitées françaises	1 797 800	2 270 100
Nuitées étrangères	780 500	864 900

Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique

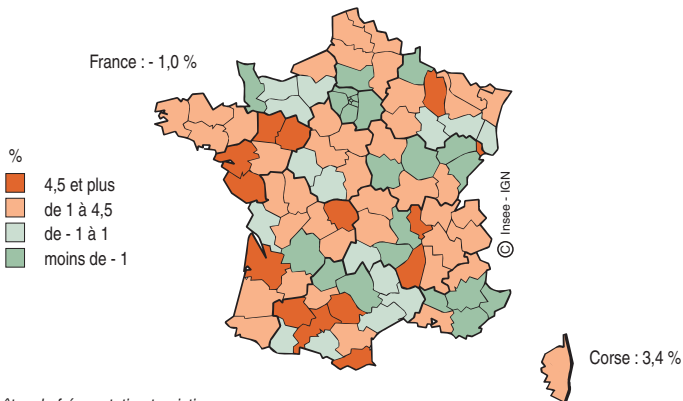
Fréquentation des hôtels de Corse selon la clientèle en 2016

Milliers de nuitées



Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique

Evolution des nuitées totales dans les hôtels entre 2015 et 2016



Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique

La moitié
des nuitées hôtelières
dans les
établissements 3*

+ 3,4 %
hausse de la fréquentation
des hôtels
entre 2015 et 2016

Campings

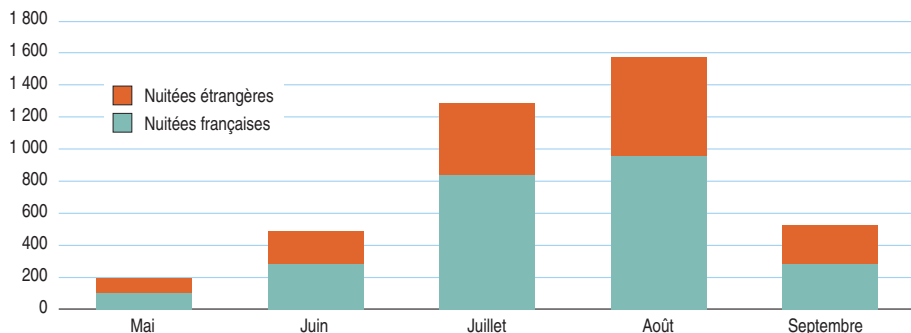
Fréquentation des campings de Corse pendant la saison 2016

	Ensemble	dont emplacements nus	dont emplacements équipés
Ensemble des nuitées	4 080 800	2 358 200	1 722 600
dont : 1 et 2 étoiles	693 700	506 600	187 100
3 étoiles et plus	2 961 000	1 524 800	1 436 200
Non classés	426 100	326 800	99 300
dont : Nuitées françaises	2 479 900	1 197 600	1 282 400
Nuitées étrangères	1 600 900	1 160 600	440 200

Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique

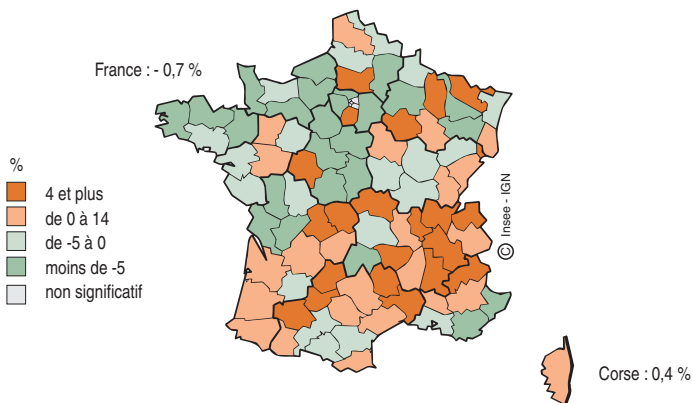
Fréquentation des campings de Corse selon la clientèle en 2016

Milliers de nuitées



Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique

Evolution des nuitées totales dans les campings entre 2015 et 2016 (mai à septembre)



Source : Insee, Enquêtes de fréquentation touristique

39 %
des nuitées étrangères
dans les campings

+ 0,4 %
hausse de la fréquentation
des campings
entre 2015 et 2016

Environnement

Site Ramsar : L'objectif de la Convention de Ramsar (ratifiée en 1971 à Ramsar en Iran) est d'enrayer la tendance à la disparition des zones humides, de favoriser leur conservation, ainsi que celle de leur flore et de leur faune et de promouvoir et favoriser leur utilisation rationnelle.

Zone Natura 2000 : Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats.

Sites d'intérêt communautaire (SIC) : site visant à maintenir ou à rétablir le bon état de conservation de certains habitats et espèces (animales et végétales), considérés comme menacés, vulnérables ou rares dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Zone de protection spéciale (ZPS) : zones intégrées au réseau Natura 2000 et identifiées pour assurer la conservation des espèces d'oiseaux menacés.

Population

Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Taux de mortalité : rapport du nombre de décès de l'année à la population totale moyenne de l'année.

Espérance de vie à la naissance : durée de vie moyenne d'une génération fictive soumise aux conditions de mortalité de l'année. Elle caractérise la mortalité indépendamment de la structure par âge.

La nouvelle méthode de recensement : depuis 2004, la nouvelle méthode de recensement substitue au comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans une technique d'enquêtes annuelles. Elle distingue les communes de moins de 10 000 habitants d'une part, recensées une fois tous les 5 ans par roulement, et les communes de plus de 10 000 habitants d'autre part, pour lesquelles un échantillon d'adresses regroupant environ 8 % de la population est recensé chaque année.

Ménage : ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Famille : partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée, soit d'un couple marié ou non, avec ou sans enfants, soit d'un adulte avec un ou plusieurs enfants. Dans une famille, l'enfant doit être célibataire (lui-même sans enfant).

Famille monoparentale : comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Catégories socioprofessionnelles : la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles dite PCS classe la population selon une synthèse de la profession (ou de l'ancienne profession), de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non).

Logements

Résidence principale : logement occupé de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes qui constituent un ménage.

Résidence secondaire : logement utilisé pour les week-ends, les loisirs ou les vacances. Les logements meublés loués (ou à louer) pour des séjours touristiques sont également classés en résidences secondaires.

Logement occasionnel : logement ou pièce indépendante utilisée occasionnellement pour des raisons professionnelles.

Logement vacant : un logement inoccupé se trouvant dans l'un des cas suivants :

- proposé à la vente, à la location ;
- déjà attribué à un acheteur ou un locataire et en attente d'occupation ;
- en attente de règlement de succession ;
- conservé par un employeur pour un usage futur au profit d'un de ses employés ;
- gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire (exemple un logement très vétuste...).

Éducation - Formation professionnelle

L'apprentissage : a pour but de donner à des jeunes de 16 à 25 ans, ayant satisfait à la scolarité obligatoire, une formation générale théorique et pratique en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle. Celle-ci est sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique du second degré ou du supérieur, un titre d'ingénieur ou un titre homologué.

Economie générale

Valeur ajoutée brute : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production (consommations intermédiaires).

Produit intérieur brut (PIB) : somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits. Le PIB correspond à la valeur des biens et services produits sur le territoire économique et disponibles pour les emplois finaux (consommation, stockage, investissement et exportation).

PIB en valeur : le PIB est dit "en valeur" ou "nominal" si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants).

PIB en volume : le PIB est dit "en volume" ou "réel" si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants corrigés de la hausse des prix).

PIB par emploi : le PIB en volume par emploi est une approximation de la productivité apparente du travail par tête.

Entreprises - Etablissements

Entreprise : unité économique, juridiquement autonome, organisée pour produire des biens ou des services pour le marché.

Etablissement : unité de production géographiquement individualisée, mais juridiquement dépendante de l'entreprise.

Création d'entreprise : correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur. Il n'y a création d'entreprise que si elle s'accompagne de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Cette nouvelle notion de création d'entreprise inclut les réactivations d'entreprises dont la dernière cessation remonte à plus d'un an et les reprises d'entreprises s'il n'y a pas continuité de l'entreprise. On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise quand deux caractéristiques du siège de l'entreprise sur trois parmi l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité et la localisation sont modifiées lors de la reprise.

Défaillance d'entreprise : une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre. La procédure judiciaire peut avoir différentes issues : liquidation de l'entreprise, poursuite de l'activité suite à un plan de continuation, reprise de l'activité suite à un plan de cession.

Il ne faut pas confondre cette notion avec la notion plus large de cessation (arrêt total de l'activité économique de l'entreprise).

Régime du micro-entrepreneur : nouvelle dénomination pour celui de l'auto-entrepreneur depuis décembre 2014. Ce régime s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle. Ses formalités sont allégées. Le micro-entrepreneur bénéficie : du régime micro-social ; d'un régime micro-fiscal ; d'une exonération temporaire de la cotisation foncière des entreprises ; d'une exonération ou d'une franchise de TVA. Il est tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou au répertoire des métiers (RM). L'immatriculation est gratuite.

Connaissance locale de l'appareil productif (Clap) : système d'information multi-sources permettant de fournir des statistiques localisées au lieu de travail sur l'emploi salarié et les rémunérations pour les activités des secteurs marchand et non marchand. Le référentiel d'entreprise et d'établissements est constitué à partir du Répertoire des entreprises et des établissements. Les données sur l'emploi salarié résultent des informations issues des DADS, des Urssaf (plus MSA pour l'agriculture) et du système d'information sur les agents de l'Etat.

Entreprise artisanale : qui exerce, sous la direction d'une personne ayant la qualification requise d'artisan ou de maître artisan, en n'employant en principe pas plus de dix salariés, une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat ; immatriculée au répertoire des métiers.

Emploi - Marché du travail

Population active : regroupe la population ayant un emploi, les chômeurs et les militaires du contingent.

Taux d'activité : rapport entre la population active et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'activité d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Taux d'emploi : rapport entre la population active ayant un emploi et la population totale de même sexe et de même âge. Conventionnellement, le taux d'emploi d'ensemble est estimé sur la population de 15 à 64 ans.

Estimations d'emploi localisées (Estel) : le champ couvert est l'emploi total salarié et non salarié au 31 décembre, répertoire BIT, et mesuré au lieu de travail et lieu de résidence, avec prise en compte de la multi-activité. C'est une synthèse de sources : DADS, fichiers de paye des agents de l'Etat, particuliers employeurs et fichiers MSA et Acofos.

Emploi - Marché du travail (suite)

Chômeur au sens du BIT (Bureau international du travail): personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

Taux de chômage : rapport entre le nombre de chômeurs (au sens du BIT) à la population active totale.

Correction des variations saisonnières (CVS) : Technique que les statisticiens emploient pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, de manière à en faire ressortir les tendances fondamentales.

Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM) : comptabilisent les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;

catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Les demandes d'emploi enregistrées (DEE) : demandes nouvelles enregistrées par Pôle emploi au cours du mois.

Les demandes d'emploi sorties (DES) : demandes sorties des fichiers du Pôle emploi au cours du mois.

Revenus

FiLoSoFi : Fichier localisé social et fiscal (Dispositif), mis en œuvre afin de disposer d'indicateurs de niveau de vie, d'inégalité et de pauvreté à un niveau local infra-départemental.

Taux de pauvreté : part des personnes ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil est fixé à 60 % du niveau de vie médian en métropole. Il est estimé à 1 000 euros mensuels en 2013.

Revenu disponible : revenus d'activité (nets des cotisations sociales), revenus du patrimoine, transferts en provenance d'autres ménages et prestations sociales (y compris pensions de retraite et indemnités de chômage), nets des impôts directs.

Niveau de vie : revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (UC). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage.

Niveau de vie médian : Partage les ménages en 2 groupes : la moitié a un revenu supérieur, l'autre moitié un revenu inférieur.

Unité de consommation (UC) : le 1^{er} adulte du ménage compte pour 1 UC, les autres personnes de plus de 14 ans pour 0,5 UC, les enfants pour 0,3 UC.

Prestations sociales : aides versées par la Caisse d'Allocations Familiales en fonction de la situation de famille et sous certaines conditions dans différents domaines : enfance et famille, solidarité et insertion et logement.

Revenu de solidarité active (RSA) : allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti.

CMU complémentaire (CMU-C) : permet de fournir une couverture complémentaire gratuite à toute personne résidant en France de manière stable et régulière, sous condition de ressources fixée par décret.

Industrie / Energie - Construction

Énergies renouvelables : énergie d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique, ainsi que le bois de chauffage, les résidus de récolte, les biogaz, les biocarburants, les déchets urbains ou industriels et les pompes à chaleur.

Logement autorisé : un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement collectif : logement dans un immeuble collectif (appartement).

Logement individuel : construction qui ne comprend qu'un logement (maison).

Logement en résidence : logements (maisons individuelles ou logements collectifs) construits par un promoteur pour une occupation par un public très ciblé selon la nature de la résidence, avec mise à disposition de services spécifiques.

Agriculture

Exploitation agricole : unité économique qui participe à la production agricole et qui répond aux critères suivants :

- une activité agricole soit de production, soit de maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales.
- une dimension minimale en surface (1 hectare de surface agricole utilisée, 20 ares de cultures spécialisées) ou un seuil minimal de production (1 vache ou 6 brebis mères...)
- une gestion courante et indépendante de toute autre unité.

Enquête sur la structure des exploitations agricoles (ESEA) : enquête permettant de suivre l'évolution structurelle des exploitations agricoles entre deux recensements. Elle est réalisée par sondage auprès d'un échantillon représentatif d'exploitations, contrairement aux recensements agricoles qui sont réalisés de façon exhaustive. L'application de coefficients aux valeurs obtenues permet d'obtenir une estimation de la valeur de chaque donnée pour l'ensemble des exploitations agricoles.

Statistique agricole annuelle (SAA) : opération statistique réalisée par les services statistiques du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt selon des règles définies au niveau européen. Les données recueillies sont relatives aux statistiques d'utilisation des terres et de production agricole (superficies, rendements, effectifs animaux, ...). Elles s'intéressent à une année complète de production (année civile ou campagne de production).

Surface agricole utilisée (SAU) et surfaces toujours en herbe (STH) : Elle comprend les terres arables (grandes cultures, cultures maraîchères, prairies artificielles ...), les surfaces toujours en herbe (prairies naturelles, alpages, landes et parcours, ...) et les cultures permanentes (vignes, vergers, ...).

Production brute standard (PBS) : la PBS exprime le potentiel économique d'une exploitation. Elle correspond à un volume annuel des productions d'une exploitation valorisées à un prix moyen calculé sur une période de référence de 5 ans. Elle permet de classer les exploitations selon leur dimension économique en « **petites, moyennes et grandes exploitations** ». Les petites exploitations ont une PBS inférieure à 25 000 €, les grandes une PBS supérieure ou égale à 100 000 €. Elle permet également de déterminer leur orientation technico-économique (OTEX) en fonction de la part relative de chacune des productions dans la formation de la PBS totale. Une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse deux tiers du total.

Unité de travail annuel (UTA) : unité de mesure de la quantité de travail fournie sur une exploitation par l'ensemble des actifs en équivalent temps plein. Une UTA correspond à 225 jours de travail dans l'année. La conversion du nombre d'actifs en UTA permet de prendre en compte le travail à temps partiel et le travail réalisé par les salariés saisonniers et en prestation de service.

Tourisme

Touriste : visiteur qui passe au moins une nuit dans un hébergement collectif ou privé, pour un motif professionnel ou privé.

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement d'hébergement.

Autres Hébergements Collectifs de Tourisme (AHCT) : auberges de jeunesse, centres internationaux de séjour, centres sportifs, résidences de tourisme, résidences hôtelières de chaîne, village vacances, maisons familiales.

Places-lits ou lits touristiques : capacité d'accueil des hébergements exprimée en lits. Selon la direction du Tourisme, la méthode de calcul utilisée (hors capacité réelle déclarée) est la suivante :

- nombre de lits en hôtels ou en chambres d'hôtes : nombre de chambres $\times 2$;
- nombre de lits en campings : nombre d'emplacements nus $\times 3$; nombre d'emplacements équipés $\times 4$;
- nombre de lits en meublés : nombre d'unités d'hébergements $\times 4$;

Avertissement : les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine. Certains tableaux correspondent à la France entière (France métropolitaine et départements d'outre-mer).

Signes conventionnels utilisés :

... = données non disponibles ; (p) = données provisoires ; /// = sans objet.

Insee Dossier

Corse

La Corse en bref

La Corse en bref vise à favoriser la connaissance de l'environnement socio-économique de notre région. Elle s'adresse à un public d'institutionnels mais également à un public plus large, soucieux de mieux comprendre la Corse. L'édition 2017 reprend le format élargi initié en 2015 tout en intégrant des commentaires par grands thèmes dans le cadre de la ligne éditoriale des Dossiers de l'Insee Corse. Afin d'appréhender les spécificités de l'île et de situer la Corse dans le contexte national, cette publication offre un panorama le plus complet possible des thématiques à l'échelle régionale. Celles relatives à la population, l'économie générale, le marché du travail, les entreprises, les revenus, la fréquentation touristique et les transports demeurent au cœur du dossier, mais aussi des données qui portent sur le territoire, l'environnement, le logement ainsi que des informations concernant l'industrie, l'énergie, la construction, le commerce, les services, l'agriculture, la santé, l'enseignement et la formation professionnelle.

Dossier n° 8
Décembre 2017

Insee Corse

Résidence du Cardo,
rue des Magnolias
CS 70 907
20700 Ajaccio cedex 9

Directeur de la publication :
Olivier Léna

Rédactrice en chef :
Angela Tirroloni

Impression :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2429-8743 (en ligne)
ISSN : 2498-0056 (imprimé)

Dépot légal : décembre 2017
© Insee 2017

